

COLLÈGE COOPÉRATIF
PROVENCE ALPES MÉDITERRANÉE

**Diplôme d'Etat Supérieur de la Jeunesse, de l'Education Populaire
et du Sport Région PACA**

**VERS LE DEVELOPPEMENT DU POLE INSERTION DE LA ZONE D'INFLUENCE
DU CENTRE SOCIAL ET CULTUREL VAL PLAN BEGUDES**

Document de validation de l'UC1-UC2

Note à la décision

DESJEPS Promotion 9

Présenté par SAHAL ABDEL

Session : Mai 2018

Lieu de la formation :

COLLEGE COOPERATIF P.A.M.

Europôle Méditerranéen de l'Arbois, Bât Gérard Mégie, Avenue Louis Philibert,
BP 50 099, 13793 AIX EN PROVENCE CEDEX 3

Tél. (33) 4 42 17 03 00 - Fax (33) 4 42 21 26 11 - Courriel : collcoop@collcoop.org - www.collcoop.org

Centre associé : CREPS d'Aix en Provence

SOMMAIRE

Ma présentation
Remerciements
Plan du territoire d'intervention et sa périphérie

I. DIAGNOSTIC DU TERRITOIRE

<i>1.1) Présentation du territoire</i>	<i>page 1</i>
<i>1.2) Caractéristiques économiques et culturelles</i>	<i>page 2</i>
<i>1.3) La population</i>	<i>page 6</i>
<i>1.4) Structures et équipements</i>	<i>page 9</i>
<i>1.5) Mobilité et transports</i>	<i>page 10</i>
<i>1.6) Le Centre Social et ses acteurs</i>	<i>page 10</i>
<i>1.7) Parole des habitants</i>	<i>page 13</i>

II. PRESENTATION DE LA STRUCTURE

<i>2.1) L'association gestionnaire, le centre social</i>	<i>page 15</i>
<i>2.2) Organigramme</i>	<i>page 17</i>
<i>2.3) Démarche de GPEC</i>	<i>page 18</i>
<i>2.4) Ressources humaines</i>	<i>page 19</i>

III. L'ANALYSE FINANCIERE DE L'ASSOCIATION

<i>3.1) Compte de résultat</i>	<i>page 21</i>
<i>3.2) Bilan</i>	<i>page 24</i>
<i>3.3) Préconisations</i>	<i>page 25</i>
<i>3.4) Le budget prévisionnel du projet</i>	<i>page 27</i>

IV. LE DEVELOPPEMENT DU POLE INSERTION

<i>4.1) Pertinence et Perspective</i>	<i>page 28</i>
<i>4.2) Pyramide Stratégique</i>	<i>page 29</i>

V. ANNEXES

<i>5.1) Sigles et Abréviations</i>	<i>page 31</i>
<i>5.2) Bibliographie</i>	<i>page 32</i>
<i>5.3) MOFF du territoire</i>	<i>page 33</i>
<i>5.4) MOFF de la structure</i>	<i>page 35</i>
<i>5.5) MOFF GPEC</i>	<i>page 37</i>
<i>5.6) Guide d'entretien auprès des partenaires</i>	<i>page 38</i>
<i>5.7) Questionnaire auprès des habitants</i>	<i>page 40</i>
<i>5.8) Enquête</i>	<i>page 42</i>
<i>5.9) Eléments d'analyse financière</i>	<i>page 46</i>

Mon parcours...

La formation DESJEPS s'inscrit dans la continuité de mon parcours professionnel. J'ai développé des compétences en passant le BPJEPS « loisirs tous publics » en 2005 puis le DEJEPS « animation socio-éducative ou culturelle » en 2014. Ma formation initiale en comptabilité m'a permis de mettre en pratique les acquis et les outils sur les postes occupés.

Par la suite, plusieurs années d'expériences professionnelles m'ont permis d'acquérir de l'expérience professionnelle dans la fonction de coordination et le développement du projet global de secteur. En effet, durant ces 12 années passées au centre social et culturel Val Plan Bégudes, j'ai évolué progressivement en occupant deux postes principalement : responsable de l'accueil collectif de mineurs puis, suite à une réorganisation de la structure, on m'a confié le poste de responsable jeunes et animation globale que j'occupe depuis 9 ans.

Ces étapes m'ont permis de prendre du recul en tant que professionnel, d'élargir mon réseau de partenaires, de mettre en œuvre une démarche de participation des habitants, d'accompagner une équipe d'animation, de développer des projets en direction des jeunes, prenant en compte leurs problématiques...

A travers cette formation et la formalisation de nouvelles compétences, je souhaite évoluer dans mon parcours et devenir progressivement directeur d'un centre social. Aujourd'hui, je me sens prêt et en capacité de prendre davantage de responsabilités, de passer à une étape supérieure dans ma carrière, d'apporter un souffle nouveau à ma vie, découvrir une nouvelle fonction, diriger une équipe de salariés et développer un projet de territoire sur le long terme.

Un engagement influencé sur des valeurs d'éducation populaire...

Je suis né et j'ai grandi dans les quartiers populaires de Marseille. Etant habitant, j'ai toujours eu cette conviction d'aider les personnes qui sont dans le besoin en étant dans un premier temps à leur écoute, de me sentir utile au service et l'épanouissement des personnes démunies. Etant jeune, je me projetais déjà dans le domaine de l'animation socio-culturelle qui demande de donner de sa personne, de mettre en place des projets

éducatifs, d'être dans une démarche participative des habitants, de croire aux transformations sociales. J'ai alors choisi de m'impliquer dans la vie associative, une structure sociale de proximité qui présente un cadre structurant pour moi et les habitants du territoire.

Ma vision du métier évolue progressivement, je trouve ma place au sein d'une équipe où chacun apporte sa compétence pour un projet commun : intervenir dans une approche globale centrée autour de la famille dans toutes ses dimensions. Avant d'être formé, je pensais changer les choses avec plein d'envies et de motivations ; la formation professionnelle, le fonctionnement d'un centre social, la réalité du terrain et les orientations des politiques publiques m'ont permis de recentrer ma vision globale, mes ambitions.

Les valeurs de l'éducation populaire et les mouvements associés m'ont permis de développer des compétences et d'adapter ma posture professionnelle : faire pour et avec les habitants, être à l'écoute de ces derniers, comprendre les enjeux d'un territoire, analyser selon des caractéristiques sociales, répondre aux besoins exprimés, synergie dans réseau et partenariat, mutualiser les compétences, prendre sans cesse du recul, contribuer à l'émancipations des habitants, formaliser une démarche pédagogique cohérente avec le contexte social, accompagner les collaborateurs dans le processus d'action éducative et transversale, être une valeur ajoutée à l'éducation des parents.

A travers les projets développés, mon engagement au sein d'une équipe contribue activement à l'évolution de ces transformations sociales et décloisonnement des pratiques. J'ai appris de mes erreurs autant que de mes réussites, avec les professionnels qui m'entourent au quotidien et le réseau constitué tout au long de ma carrière. La conviction pour moi, qu'il est nécessaire dans ces métiers de veiller à une montée en compétence nécessaire par la pratique et la formation, pour une plus-value constante sur le terrain.

*« S'emparer d'un problème, c'est connaître son mécanisme et son fonctionnement »
« Personne n'éduque autrui, les personnes s'éduquent ensemble par l'intermédiaire du monde, personne ne s'éduque seul »
Christian MAUREL, Sociologue*

Remerciements...

Cette formation DESJEPS est l'aboutissement d'un parcours logique, une place qui m'a permis de prendre de la hauteur, d'être à l'initiative d'une expertise et la proposition d'un projet de développement qui est dans le cadre du projet politique de l'association gestionnaire, aux besoins des habitants et enjeux d'un territoire via les politiques publiques. A travers cette introduction, je souhaite remercier une multitude de personnes et d'entités qui m'ont permis de grandir, d'être un meilleur professionnel, de croire en moi, d'accéder à ma montée en compétences.

Dans un premier temps, le conseil d'administration de l'association « EPISEC » qui m'a soutenu pour ma candidature à la formation professionnelle de niveau II. Une volonté de fidéliser les ressources internes sur une projection à long terme. Une reconnaissance du salarié qui véhicule les valeurs et l'identité du centre social. La direction générale dans la validation du plan de formation en cohérence avec les ambitions et orientations proche de la structure, un tutorat assuré par celui-ci dans sa proximité et exigence dans un suivi de qualité dans l'objectif d'une réussite des unités de compétences. Une relation de confiance de longue date où les idées de fond et stratégie adoptées vont dans le même sens.

Ensuite, les partenaires associatifs et institutionnels par leur présence aux différents temps d'échanges et construction collective du processus pour l'enrichissement de ce document qui vous est présenté. Une complémentarité qui selon l'entité a permis d'obtenir un éclaircissement et du sens dans le choix de la thématique du projet de développement. Les relations fluides avec ces acteurs ont été favorisées par une connaissance du réseau.

L'union des centres sociaux qui m'a reçu individuellement, a été à mon écoute en amont de mon entrée en formation afin d'évaluer la pertinence de mon positionnement au DESJEPS. Des professionnels qui assurent le suivi et maintiennent le lien avec les stagiaires dans l'anticipation des besoins du futur cadre dirigeant.

L'intelligence collective entre la « Direction Régionale de Jeunesse et Sports et Cohésion Sociale » et le « Collège Coopératif Provence Alpes Méditerranéen » pour leur synergie dans la qualité du référentiel de formation. Une volonté permanente d'améliorer le contenu de formation afin que le stagiaire se trouve dans les meilleures conditions au sein de l'organisme de formation. Ce dernier reconnu par la DRDJS pour son professionnalisme, qualité des intervenants, soucieux de la réussite des stagiaires. Une attention particulière à Laurence MORVAN et Philippe NECTOUX, Rosa MONELLO pour leur présence régulière et réponse aux différents questionnements du stagiaire dans son parcours de

formation « Une promotion qui tire vers le haut, on veut former « de bons directeurs »
voici un extrait de leur propos qui est resté gravé dans ma mémoire.

Les stagiaires de la promotion « DESJEPS 9 » où règne une bienveillance, des relations professionnelles et amicales saines et constructives, un esprit d'entraide et de solidarité instauré des les premiers jours, les temps partagés qui ont permit l'émergence de projet collectif au profit de nos publics.

L'équipe des salariés du centre social et culturel Val Plan Bégudes pour leur soutien moral et reconnaissance du professionnel dans sa fonction.

Enfin, les habitants de la Rose (13013 – Marseille) pour m'avoir encouragé à m'engager dans une formation professionnelle de niveau II, de m'avoir convaincu de mes qualités humaines, de devoir grandir encore, d'être un exemple de réussite pour leurs enfants.

« Je soussigné SAHAL ABDEL, certifie que le contenu de ce document est le résultat de mon travail personnel.

Je certifie également que toutes les données, raisonnements et conclusions empruntés à la littérature sont exactement rapportées, citées, mentionnées dans la partie références.

Je certifie enfin que ce document, totalement ou partiellement n'a jamais été évalué auparavant et n'a jamais été édité ».

DONNEES CLES PAR CITE

PLAN DU TERRITOIRE D'INTERVENTION ET SA PERIPHERIE



- CITE VAL PLAN**
Construite en 1966 – 13 Habitat
745 logements – 1856 occupants
Bâti moyennement dégradé
- CITE BEGUDE NORD**
Construite en 1972 – 13 habitat
288 logements – 854 occupants
Bâti très dégradé
- CITE BEGUDE SUD**
Construite en 1973 – 13 Habitat
171 logements – 463 occupants
Bâti dégradé
- CITE SAINT THEODORE**
Construite en 1958- HMP
284 logements – 566 occupants
Bâti dégradé

SPORT ET CULTURE	EMPLOI	SOCIAL	SANTE	LOGEMENT	DIVERS – EQUIPEMENTS
<ul style="list-style-type: none"> 1) ESPACE DE LECTURE ACELEM 2) ECOLE DE TAEKWONDO 3) MARSEILLE BASKET CLUB 4) MASSILIA OLYMPIC GYM 5) LES PETITS DEBROUIL ARDS 6) ATHLETIC CLUB LA ROSE 	<ul style="list-style-type: none"> 7) PLANET ADAM CITE VAL PLAN 8) POLE EMPLOI 9) MOBILISATION ORIENTATION VERS L'EMPLOI (MOVE) 	<ul style="list-style-type: none"> 10) MAISON DEPARTEMENTALE DE LA SOLIDARITE (MDS) 11) CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIAL (CCAS) 12) ADDAP 13 PREVENTION SPECIALISEE 	<ul style="list-style-type: none"> 13) CESAM 13 CENTRE DE BILAN DE SANTE 14) CENTRE ACTION MEDICO SOCIAL PRECOCE 15) PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE 	<ul style="list-style-type: none"> 16) 13 HABITAT 17) HABITAT MARSEILLE PROVENCE 18) COPROPRITE VIEUX CYPRES ET ST THEODORE 19) AUTRES - CONFEDERATION SYNDICALE DES FAMILLES 	<ul style="list-style-type: none"> 20) BUREAU MAIRIE ANNEXE 21) COMITE D'INTERET DE QUARTIER 22) ECOLE PRIMAIRE 23) ECOLE MATERNELLE - CRECHE 24) COLLEGE 25) GYMNASSE

I. DIAGNOSTIC DU TERRITOIRE

1.1) PRESENTATION DU TERRITOIRE

Quel processus et outils : Pour construire le diagnostic du territoire, j'ai mis en place une démarche suivant les éléments présentés ci-dessous, puis j'ai rencontré et échangé avec les partenaires autour de la démarche et par la suite j'ai recueilli le témoignage des habitants qui reste à mon sens primordial dans la démarche. Enfin, j'ai relevé des éléments du projet social de la structure auquel j'ai participé activement à son élaboration et à sa mise en œuvre.

Données chiffrées du territoire, je me suis appuyé sur les références suivantes :

- Données de l'Institut National de la Statistique et Etudes Economiques
- Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise : observatoire des quartiers
- Bailleur 13 Habitat

Caractéristiques du territoire et son évolution, j'ai participé à la démarche, « rencontré et échangé » avec les instances suivantes :

- *Diagnostic social partagé avec la Politique de la Ville*
- *Projet social de la structure en lien avec la CAF*
- *Marche Exploratrice dans le cadre de la rénovation urbaine du secteur*
- *Rencontre et échanges avec les associations locales*

La cartographie présentée en introduction démontre l'étendue de notre territoire d'intervention. La zone de vie sociale du centre social se distingue par quatre principales cités qui se situent dans le Bassin de la Rose (13013 Marseille) classé en "Quartier Prioritaire de la Politique de la Ville".

Un territoire qui se caractérise par des quartiers gérés par différents bailleurs. Des cités peu entretenues qui se dégradent au fil du temps. Des copropriétés viennent se greffer aux habitations HLM, espaces sécurisés et clôturés par un portail, peur d'être absorbés par les HLM et les squattages ou rassemblement des jeunes. Sur certaines cités où le bâti est très dégradé, les habitants ont le sentiment d'habiter dans un « ghetto » et d'être laissés à l'abandon par les bailleurs et services publics. Enfin, des réunions d'échanges avec les habitants avec le bailleur « 13 habitat » ont permis de mettre en priorité ces cités sur la

programmation 2018-2020 pour l'aménagement des espaces verts, aires de jeux, rénovation des cages d'escalier...

Les modifications prévues à moyen long terme sur la zone de vie social du centre social...

Après avoir participé à de nombreuses réunions d'informations organisées par la Caisse d'Allocations Familiales, nous notons quelques modifications à venir sur la zone d'intervention de la structure suite à la présentation de la nouvelle cartographie qui prendra effet sur l'année 2018. L'élargissement de la ZVS risque d'accentuer les besoins et problématiques. Une réflexion interne sera menée pour réajuster le projet en englobant les différentes caractéristiques.

1.2) CARACTERISTIQUES ECONOMIQUES ET CULTURELLES

Le Centre Social est en position plutôt centrale sur sa zone de vie sociale et bien situé par rapport à la zone d'implantation des cités HLM. Il est situé au cœur de la cité Val Plan, un équipement assez visible pour assurer une proximité avec les habitants.

Des difficultés sont rencontrées liées aux nombreux trafics de drogue implantés sur chaque quartier du territoire. Cela n'est pas nouveau mais cela prend une place importante sur le climat du quartier et cela influe sur l'évolution des jeunes notamment. Ces derniers sont souvent sollicités et aspirés dès la préadolescence. Au regard de ce phénomène grandissant, nous adaptons notre pratique et approche des publics pour mener à bien nos actions éducatives.

De nombreux projets immobiliers se sont installés sur notre territoire et sa périphérie sur notre zone de vie sociale. Ces habitations ont multiplié le nombre d'habitants, avec des compositions très familiales et jeunes. Ce nouvel aménagement n'a pour autant créé de nouveaux équipements publics (scolaires ou des routes et accès permettant des désengorger la circulation du territoire). Je note la circulation dense de l'avenue de la Croix rouge (route principale) qui est en permanence engorgée.

➤ 1.2.1) ACTIVITES ECONOMIQUES

« Les petits commerces ferment tour à tour, les supermarchés se développent ».
Présentation de l'évolution économique de ce secteur qui impacte la vie quotidienne des habitants qui l'entourent.

L'activité économique située sur notre zone de vie sociale a fait l'objet d'une forte décroissance depuis ces dernières années avec la fermeture progressive des petits commerces au sein de la cité Val Plan, Bégude Sud et Saint Théodore. Une zone commerciale de proximité au profit des habitants aménagée et pensée à l'origine de la construction des ensembles par les bailleurs sociaux est à ce jour quasi-inexistante, soit 40 ans après. Après avoir rencontré les bailleurs, quelques anciens propriétaires et les habitants du territoire, le déplacement de l'activité économique se traduit par des problématiques rencontrées sur chaque site : phénomène d'insécurité par le rassemblement de jeunes devant les commerces, trafic de drogue à la proximité freinant les habitants dans leur quotidien, la compétitivité des petits commerces face à l'implantation de 3 supermarchés discounts s'adaptant aux ressources des foyers par la mise en place de « journées promotionnelles », **un marché à forte concurrence.**

Paradoxalement, le bassin de la Rose possède de nombreux commerces. En effet, tous types de commerces existent : *boucherie, boulangerie, épicerie, mécanique, coiffure, pharmacie, auto-école, salle de sport, banque, primeurs, bazar, restauration rapide, trois supermarchés discounts.* Une fois par semaine, un marché public s'installe sur la place de la Rose. Tous ces commerces assurent une dynamique économique importante où tous les secteurs d'activités sont représentés. La Rose est bien dotée en terme de commerces et de centres médicaux obligeant les habitants des quartiers enclavés à se déplacer pour les produits de première nécessité.

Focus sur le Technopôle de Château Gombert situé à une centaine de mètres de la ZVS...Le diagnostic s'est porté sur cette ressource qui se présente comme un atout au regard des enjeux de ces quartiers.

Le Technopôle de Château Gombert est un lieu dédié à la formation supérieure et l'accueil d'entreprises, principalement dans le secteur du numérique et de la haute technologie.

C'est une opération pilotée par la Métropole Aix Marseille en partenariat avec la Ville de Marseille avec le soutien du Conseil Général 13 et du conseil Régional.

Le Technopôle de Château Gombert est le premier pôle français de la recherche en mécanique énergétique après Paris. Il pourrait être un atout majeur pour le développement économique de notre territoire, d'autant qu'il ne cesse de se développer. **Mais actuellement, il n'y a aucun lien, voir de connexion entre le technopôle, le territoire et le centre social.**

POINTS FORTS	POINTS FAIBLES
<ul style="list-style-type: none"> • Variété des petits commerces autour de la ZVS • La situation des commerces à la périphérie de la ZVS favorise le déplacement des habitants • 3 supermarchés donnant le choix aux consommateurs • Offre d'activité cohérente en fonction des besoins des habitants • Soutien des petits commerçants par le centre social : achat divers... • Activité du technopôle de Château Gombert comme atout économique et éventuelle passerelle 	<ul style="list-style-type: none"> • Fermeture des petits commerces au cœur des quartiers : loyer et charges élevés, aucune dynamique locale, quartier parfois fantôme et désert, l'activité économique a progressivement été délocalisée • Rassemblement des jeunes créant un sentiment d'insécurité et de peur • Réseau de drogue qui a pris une place importante sur le climat social

➤ 1.2.2) CARACTERISTIQUES CULTURELLES

La zone de vie sociale se distingue par une mixité culturelle en terme de population. Plusieurs communautés d'origines diverses et variées installées depuis les premières vague d'immigrations à partir de 1950 des premières générations sont représentées (Maghrébine, Africaine : Sénégalaise, Guinéenne, Comorienne), Israélite, Espagnole, Italienne, Corse, Kurde, Arménienne, Turque.

Une diversité culturelle et culturelle pourrait se présenter comme une richesse dans la découverte de l'autre dans son mode de vie. Une difficulté de développer une action commune du vivre ensemble tant chaque communauté se replie sur elle même allant vers une fracture des populations installées. La cohabitation reste fragile dans les relations entre voisinage pointant une minorité de personnes lorsque un dysfonctionnement local d'ordre public ou une dégradation se présente. Une méconnaissance de l'autre et un isolement des consciences sont certainement à l'origine de ces représentations et agissements qui desservent le vivre ensemble. Peu d'espace de concertation de lien social.

Face à l'évolution des caractéristiques socio-économiques et présence des générations d'immigrants qui en découlent, je note une demande forte des primo-arrivants, adultes et seniors désirant acquérir les bases de la langue française. Par le cadre, la méthodologie adaptée pour l'apprentissage de la culture et des codes par le biais d'atelier d'alphabétisation. Néanmoins, nous peinons à repérer des bénévoles compétents dans le domaine sur des périodes de forte sollicitations des habitants.

Parallèlement à ces caractéristiques, en terme de développement social et local, le territoire n'est doté d'aucun équipement adapté à l'émergence de projet culturel d'envergure. Néanmoins, le centre social propose des cours d'alphabétisation, deux fois par semaine avec une méthodologie adaptée pour l'apprentissage de la culture française, des codes sociaux, fonctionnement du système. Une volonté de pérenniser cette démarche malgré la suppression des financements « alphabétisation » depuis 2010 d'où le besoin de bénévoles.

Concernant les lieux de culte, il existe une synagogue (équipement privé), une église (équipement municipal). Ces deux lieux de culte semblent être bien structurés dans leur organisation. La mosquée est située dans un appartement de la cité « Bégude Sud », mis à disposition par le bailleur « 13 habitat », celui-ci présente ses limites en terme de capacité d'accueil de la communauté musulmane le vendredi et période du jeûne (un mois) créant quelques tensions de voisinage durant ces périodes. D'un point de vue général, ces lieux de culte sont à la proximité de la population favorisant les déplacements.

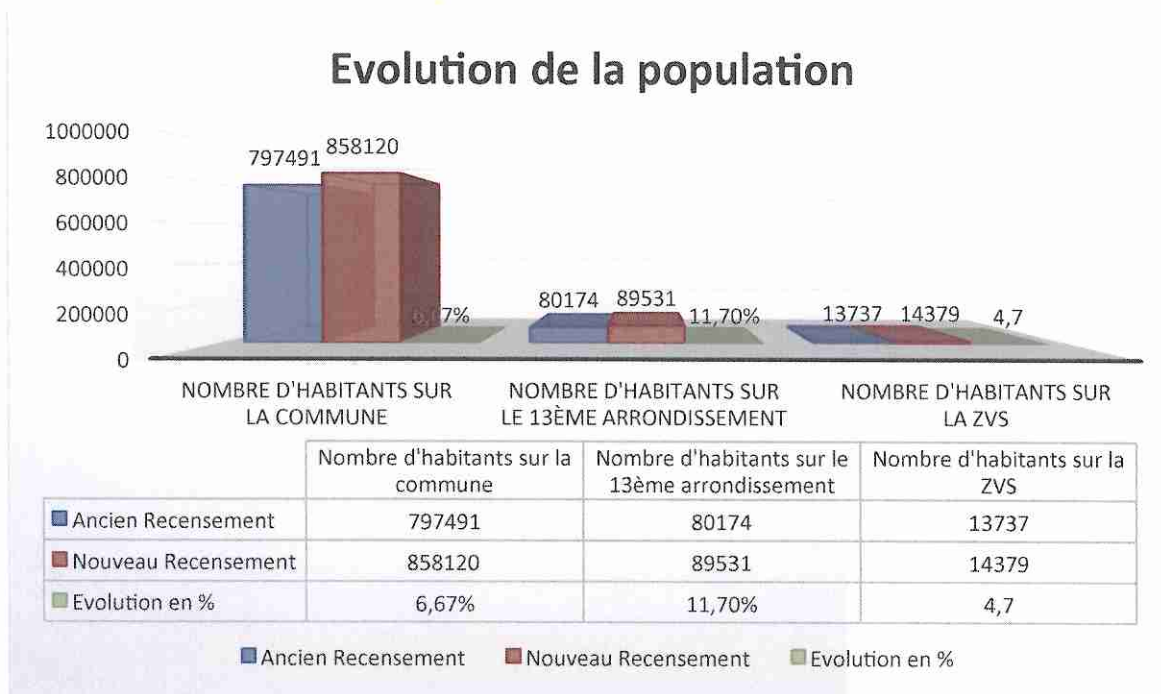
Enfin, suite à la rénovation urbaine d'autres cités, je note le déséquilibre des relations sociales construites années après années sur la ZVS qui se traduit par l'arrivée de ces nouveaux habitants.

POINTS FORTS	POINTS FAIBLES
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Présence des principaux lieux de culte en cohérence avec la croyance des citoyens de la ZVS ➤ Diversité de la population immigrée ➤ Dispositif d'apprentissage de la langue ➤ Le centre social, espace de rencontre, d'initiative dans une mixité sociale 	<ul style="list-style-type: none"> • Aucun espace à caractère culturel présent sur la ZVS et sa périphérie • Capacité d'accueil de la mosquée limitée sur certaines périodes • Tensions de voisinage liées à la méconnaissance de l'autre • Appréhension de certains habitants suite à l'attribution de logement à des familles issues d'autres cités dites sensibles

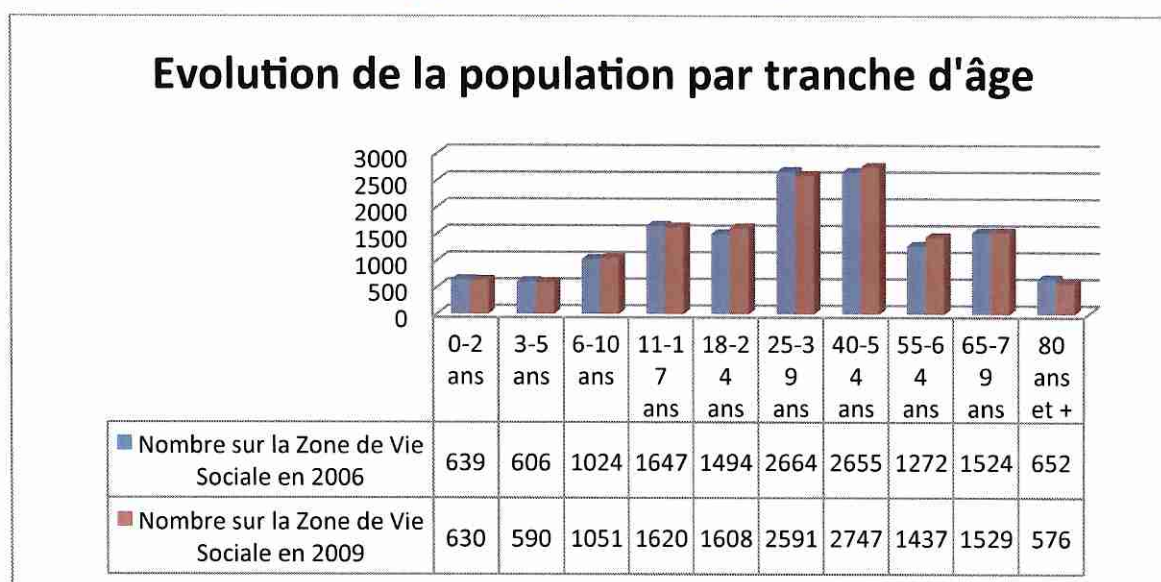
1.3) LA POPULATION

Ces graphiques permettent d'avoir une meilleure lisibilité sur l'évolution de la population qui a peu évolué en comparaison au précédent recensement (+ 4,7 %). Un nombre d'habitants (14 379) qui reste important par l'étendue du territoire du centre social, par la spécificité représentée sur chaque site.

➤ 1.3.1) Evolution de la population



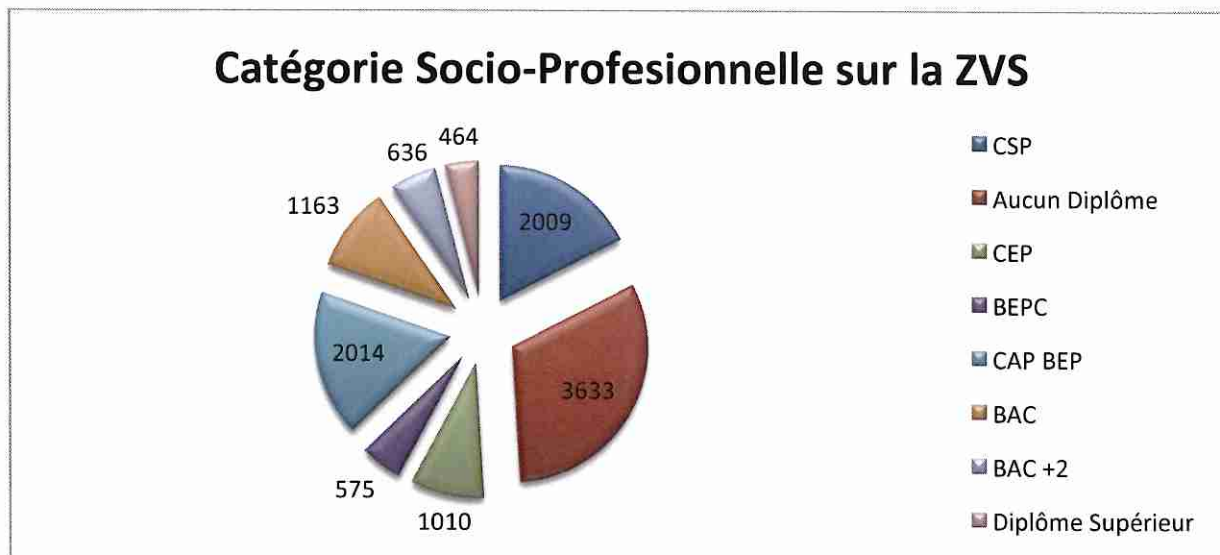
➤ 1.3.2) Evolution de la population par tranche d'âge



CITE VAL PLAN	CITE BEGUDE SUD	CITE BEGUDE NORD
SPECIFICITE ET COMPARATIF PAR SITE : EVOLUTION DE LA POPULATION		
<ul style="list-style-type: none"> • Une population ancienne sur la cité, un peu plus de 44 % de locataires sont présents depuis plus de 15 ans, et globalement 64,3 % des locataires vivent depuis plus de 6 ans (13 Habitat : 59,2 %). • Légère majorité des familles monoparentales avec 27 % et quasiment autant de personnes isolées cependant moins nombreuses que Marseille et 13 Habitat, puis plus d'1/4 de couples avec enfants. 	<ul style="list-style-type: none"> • Une part de la population assez ancienne sur la cité avec près de 59 % de locataires présents depuis plus de 6 ans (dont 31,6 % depuis plus de 15 ans). • Une majorité de personnes isolées avec 31 % puis 30, 3 % de couples avec enfants. Avec les familles monoparentales qui représentent 24,8 %, le taux de ménages avec enfants s'élève à plus de 55 %, soit environ 7 points de plus que les moyennes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Une population assez ancienne sur la cité avec 34,7 % des locataires présents depuis plus de 15 ans. 54,1 % depuis plus de 6 ans. Toutefois, les emménagés récents sont plus nombreux que sur Marseille et 13 Habitat avec 22,4 % (effet de la rénovation urbaine de la cité des Flamants notamment). • La catégorie majoritaire est celle des familles monoparentales avec 35 %, suivie des couples avec enfants avec 30,8 %. Ceci donne un taux de ménages avec enfants de près de 66 % nettement supérieur aux moyennes (environ 18 points de plus).
<ul style="list-style-type: none"> • Les titulaires du bail sont majoritairement retraités avec 38,8 %, soit plus que les moyennes. On trouve ensuite les actifs en situation d'emploi avec 26,4 %, taux inférieur de 9 points aux taux de l'organisme. • Les ressources sont faibles avec 74,1 % des ménages ont un revenu inférieur à 60 % du plafond. Parmi eux, près de 30 % des ménages se situent dans la tranche la plus basse. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les titulaires du bail retraités sont majoritaires avec près de 34 %. Ils sont suivis de ceux qui sont sans profession ou autre inactif avec 28, 3 %, soit nettement plus que sur Marseille. Les actifs en situation d'emploi représentent que 20,5 %. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les titulaires du bail sont majoritairement sans profession ou autre inactif avec 29 % (11 points de plus que 13 Habitat). Viennent ensuite les actifs en situation d'emploi avec 25,2 % et quasiment autant de retraités. A l'inverse, le taux de demandeur d'emploi est lui supérieur aux moyennes, comme les sans

		<p>profession, ce qui fait que la moitié des titulaires du bail sont sans emploi.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les ressources sont très faibles : plus de 81 % des ménages ont un revenu inférieur à 60 % du plafond, ce qui supérieur de 14 points aux moyennes.
SPECIFICITE ET COMPARATIF PAR SITE : EVOLUTION PAR TRANCHE D'AGE		
<ul style="list-style-type: none"> • Sur l'ensemble des occupants, ce sont les enfants mineurs les plus nombreux avec 25,8 % suivis des personnes de 60 ans et plus qui représentent 24,7 % des habitants (3 points de plus que la moyenne de l'organisme). Viennent ensuite les 40/59 ans 	<ul style="list-style-type: none"> • Sur l'ensemble des occupants, les plus nombreux sont les enfants mineurs soit 1/3 des habitants (au-dessus des moyennes). Ils sont suivis des 40/59 ans avec 23,6 %. La tranche d'âge des 25/39 ans sont un peu plus présents avec 18, 9 % que Marseille et 13 Habitat. Globalement plus de 64 % des occupants ont moins de 40 ans. De fait, les 60 ans et + sont moins représentés. 	<ul style="list-style-type: none"> • Sur l'ensemble des occupants, les plus nombreux sont les enfants mineurs avec plus de 30 %. Ils sont suivis des 40/59 ans qui représentent 23 % des habitants. La tranche d'âge des 60 ans et + représentent 19,2 % (soit un peu moins que les moyennes).

➤ 1.3.3) Catégorie Socio-Professionnelle



Commentaires : Ce graphique démontre le nombre important de personnes sans diplôme et faible qualification. Ce qui explique en partie les problématiques d'insertion.

1.4) STRUCTURES ET EQUIPEMENTS

Au regard de la physionomie du territoire et ces caractéristiques sociales, le centre social évolue sur une zone de vie sociale classée en « Zone Sociale Prioritaire » et « Quartier Prioritaire de la Politique de la Ville ».

➤ 1.4.1) LES EQUIPEMENTS PUBLICS ET SOCIAUX PRESENTS SUR LA ZONE D'INFLUENCE DU CENTRE SOCIAL

Notre territoire présente principalement des équipements publics de proximité en faveur de l'enfance et de la jeunesse. Les écoles primaires et maternelles sont situées au coeur de la cité Val Plan et St Théodore, ce qui permet aux parents de se rendre facilement à l'école. Les collèges si situent également sur la zone d'influence ce qui favorise le déplacement des jeunes. Comme vous pouvez le constater sur la cartographie présentée en introduction, il y a peu d'équipements sociaux sur notre territoire, nous avons adapté l'offre en fonction des besoins des habitants par la mise en place de permanence au centre social (assistante sociale CAF, CD 13, MDS, AEMO, ITEP). Dans l'ensemble, notre territoire reste bien desservi d'équipement dans ou au bord de la zone de vie sociale du centre social.

1.5) MOBILITE ET TRANSPORTS

Une zone urbaine partiellement enclavée et en perpétuelle évolution...

La zone de vie sociale est relativement bien desservie par les transports en commun (lignes de bus de l'avenue de la Croix Rouge et au Métro à proximité de la cité Val Plan) excepté St Théodore qui ne compte aucun lieu de ramassage par les transports en commun. La circulation automobile autour de ces cités reste très dense toute la journée, l'avenue de la Croix Rouge étant un axe de circulation très fréquenté et de plus en plus engorgé à tous moments de la journée.

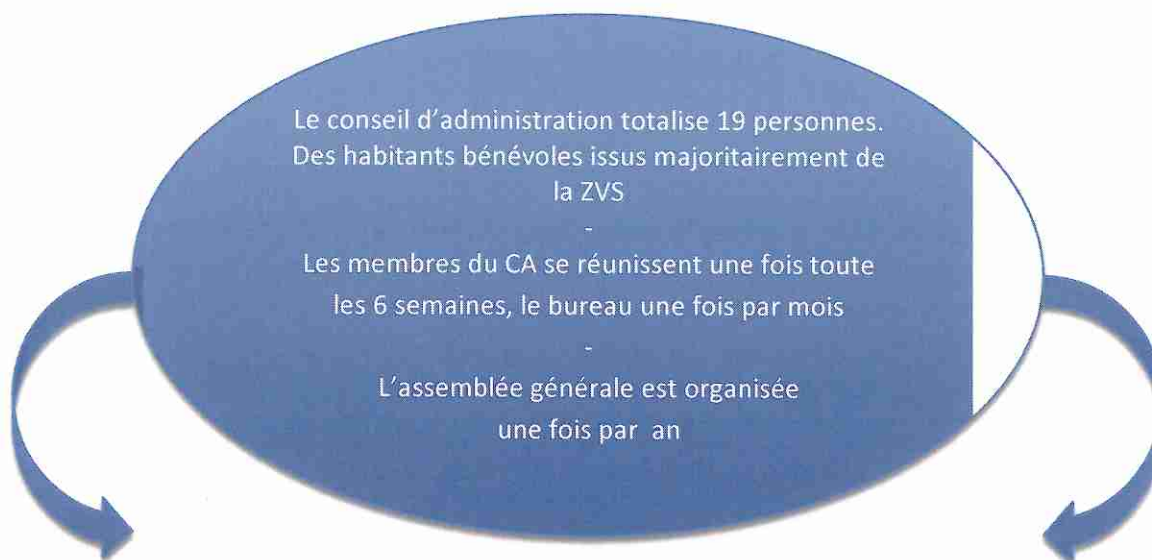
Géographiquement, la Bégude Sud reste excentrée, enclavée et St Théodore est aussi un quartier assez isolé. Ceci est dû à la barrière naturelle constituée par le Jarret qui coupe le quartier St. Théodore du reste de la zone. La configuration de la cité Bégude Nord (voie sans issue avec enclavement des bâtiments sur la partie haute) rend la cité fermée et quasi inaccessible avec une seule voie d'accès.

Au niveau des transports en commun et le déplacement des populations, nous notons la proximité du dépôt du métro la rose qui est à proximité de la cité Val Plan. Les cités de Saint Théodore, Bégude Nord et Sud restent assez éloignées des transports en commun ce qui ne favorisent pas le déplacement des publics qui restent isolés au sein de leur lieu de vie. La complexité des déplacements internes induit un isolement relatif des quartiers qui composent le secteur. Le métro la Rose est un lieu de transit avec son réseau routier important, entraînant son lot d'embouteillage : présence de nuisance sonore et de pollution de l'air.

1.6) LE CENTRE SOCIAL ET SES ACTEURS LOCAUX

Je vais vous présenter les différents acteurs locaux de ce territoire. Le centre social est représenté par un conseil d'administration, de bénévoles, d'usagers accompagnés par une équipe de salariés pour mener à bien le projet social. Les partenaires associatifs et institutionnels sont également présents et contribuent au mieux vivre ensemble des habitants.

LES ADMINISTRATEURS



POINTS FORTS	POINTS FABLES
<ul style="list-style-type: none"> • Un CA comptant des membres habitants nouveaux. Une présence importante et implication précieuse à travers un rôle d'administrateur investi. • Commissions et gouvernances structurées et fonctionnelles. Charte de l'administrateur permettant de préciser le cadre de leur intervention 	<ul style="list-style-type: none"> • Formation et séminaires de travail nécessaires pour optimiser l'investissement de chacun et développer sa compétence d'administrateur. Les rencontres et échanges avec l'équipe de salariés à développer.



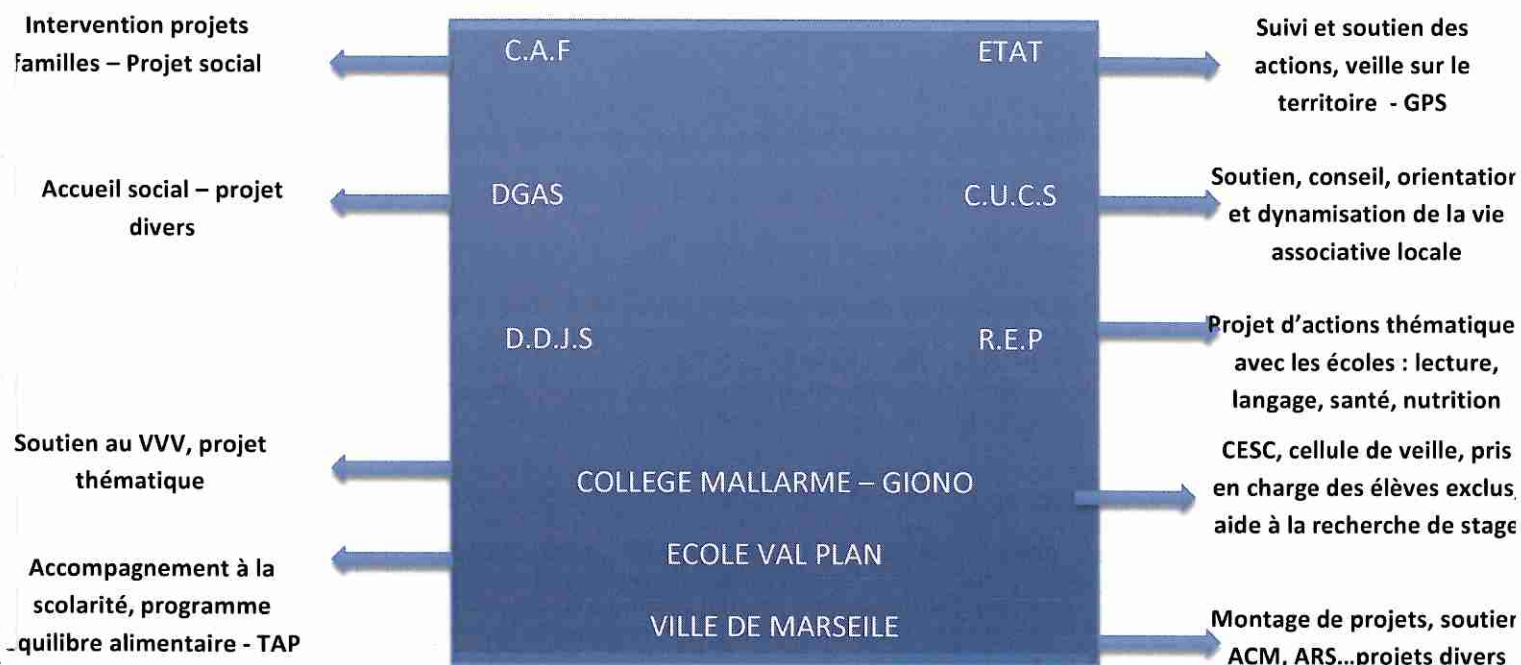
LES USAGERS – ADHERENTS

Nombre d'usagers	2187 usagers sont venus au moins une fois au centre social			
Nombre d'adhérents		Adhésions renouvelées	Nouvelles Adhésions	Total Adhésions
	Nb Enfants	489	221	710
	Nb Adultes	310	185	495
	Nb Familles	264	176	440

Commentaires : Un nombre important d'usagers et d'adhérents qui participent à la vie du centre social et des actions éducatives qui en découlent. Cela se traduit par une démultiplication des locaux et la proximité des équipements qui ont pour but : d'accueillir

les habitants dans de bonnes conditions et mettre en œuvre un projet de qualité. La vocation de la structure est de proposer une offre de service pour tout public dans une démarche de participation et de co-construction avec les habitants.

PARTENAIRES INSTITUTIONNELS



PARTENAIRES ASSOCIATIFS SUR LA ZVS

ASSOCIATION	CHAMP D'INTERVENTION	PUBLIC CIBLE	LE PARTENARIAT AVEC LE C.S
ACELEM	Espace lecture. Approche ludique de la lecture (prêt de livre, conte)	Enfance - Jeunesse	Coopération régulière tout au long de l'année, sens au travail commun, pertinence et complémentarité sur les actions
ADDAP 13	Prévention spécialisée	Jeunesse	Coopération régulière, Projet commun sur l'année. Difficulté à développer des projets en direction des publics éloignés.
AGE D'OR 13	Actions de proximité en direction des séniors (loto, atelier d'échange, sortie de loisirs, évènement ponctuel)	Séniors	Soutien à l'association par la mise à disposition de locaux et prêt du minibus Coopération régulière
ATHLETIC CLUB	Animation sportive structurée Evènement ponctuel	Enfance - Jeunesse	Soutien à l'association par la mise à disposition de locaux, aide administrative Coopération nouvelle
BOULISTE BEGUDE SUD	Club de boule à la bégude sud, lien social	Adulte	Nouvelle association, volonté de formaliser un partenariat
CSF	Fait valoir l'intérêt des habitants. Interface	Locataires	Coopération régulière et positive

- *Yasmine, 16 ans, étudiante : “On veut des fêtes, des sorties, des séjours...”*
- *Lucien, 72 ans, retraité : “Le quartier se meurt, les commerces ferment les uns après les autres”*
- *Nora, 43 ans, auxiliaire de vie sociale : “J’ai peur que mon fils glisse vers les réseaux de drogue”*
- *Souad, 37 ans, agent de la RTM, “Les politiques sont la lorsque il y a des élections”*
- *Sophie, 41 ans, veilleur de nuit : “J’ai envie de partir, de déménager mais c’est pas si simple”*
- *Geneviève, 73 ans, retraitée : “Ca fait 40 ans que j’habite ici, je me reconnais plus dans le mode de vie actuel”*
- *Chemseddinne, 22 ans, étudiant : “Le métro la Rose permets de m’évader, voir ailleurs, aller bosser”*
- *Dolores, 50 ans, demandeur d’emploi: “Heureusement qu’il y a le centre social pour mes enfants”*
- *Faouzi, 41 ans, fonctionnaire : “Je me sens en insécurité : règlement de compte”*
- *Farès, 15 ans, étudiant : “Je préfère bouger ailleurs, si je reste ici je sais que je vais être aspirer par la drogue”*
- *Daho, 24 ans, demandeur d’emploi : “Il n’y a pas de travail, j’en ai marre de galérer, à croire que personne ne veut de moi”*
- *Féti, 37 ans, fonctionnaire : J’aime mon quartier, c’est pas le pire de Marseille, toute ma famille habite ici”*

Comité d’intérêt de quartier...*Il est représenté par un ensemble de bénévoles (principalement des adultes volontaires et engagés) issus de ces quartiers. Ils font remonter aux institutions les informations qui émanent du quotidien des habitants pour améliorer le quartier sur les aspects suivants : sécurité, propreté, état général des routes. Le CIQ se veut être à l’écoute des citoyens, être lien des instances compétentes. Organisation de rencontre mensuelle où chacun s’exprime librement dans l’intérêt général. Relations régulières avec les différentes institutions pour traiter les situations rencontrées.*

- *“Le Bassin de la Rose fait l’objet de nombreux logements sociaux, 37 % de plus que la réglementation”*
- *“Il y a trop d’invicisme, d’actes d’incivilités, trop de laisser faire”*
- *“Les espaces publics sont régulièrement vandalisés, dégradés par une minorité de personnes qui ganrinent”*
- *“Il faut revenir aux fondamentaux, miser sur le dialogue avec les habitants, responsabiliser les personnes”*
- *“Les habitants dépendent de la volonté politique”*

- *“Les quartiers ne sont pas assez sécurisés”*
- *La verdure, l'espace boisé, les espaces non exploités (semmoulerie) donnent du potentiel à la Rose*

Une synthèse (MOFF) du territoire est présentée en annexe page 33

II. LA STRUCTURE

Fonctionnement de la structure, je me suis appuyé sur les ressources humaines et les outils suivants :

- *Collaboration avec les services de la structure*
- *Rencontre des instances représentatives du personnel, du conseil d'administration et la direction générale*
- *Démarche de la « Gestion Prévisionnel des emplois et des compétences*
- *Outil intranet : outils à disposition, historique de l'association, valeurs...*

2.1) L'ASSOCIATION GESTIONNAIRE – LE CENTRE SOCIAL

L'historique de l'association...

L'association intitulée « Association de Gestion du Centre Social Val Bégudes » a été créée en 1983. Le siège était situé 98, avenue de la Croix Rouge 13013 Marseille au sein de la cité de la Bégude Sud.

Lors de la réhabilitation de la cité de la Bégude Sud en 1992, le centre social a été déplacé dans le Centre d'Animation de Quartier Val Plan rue Antonin Régnier 13013 Marseille dans lequel il a partagé les locaux avec les services municipaux qui y développaient des actions séniors. Les équipes municipales quitteront les locaux en 1996 et le centre social restera définitivement dans les locaux de Val Plan gardant aussi ses locaux à la Bégude Sud.

En 2005, le centre social devient centre social et culturel et devient agréé Jeunesse et Sport Education Populaire.

En octobre 2009, l'association crée une crèche parentale à vocation d'insertion suite au projet social 2007-2011 qui avait relevé un besoin de garde d'enfant innovant.

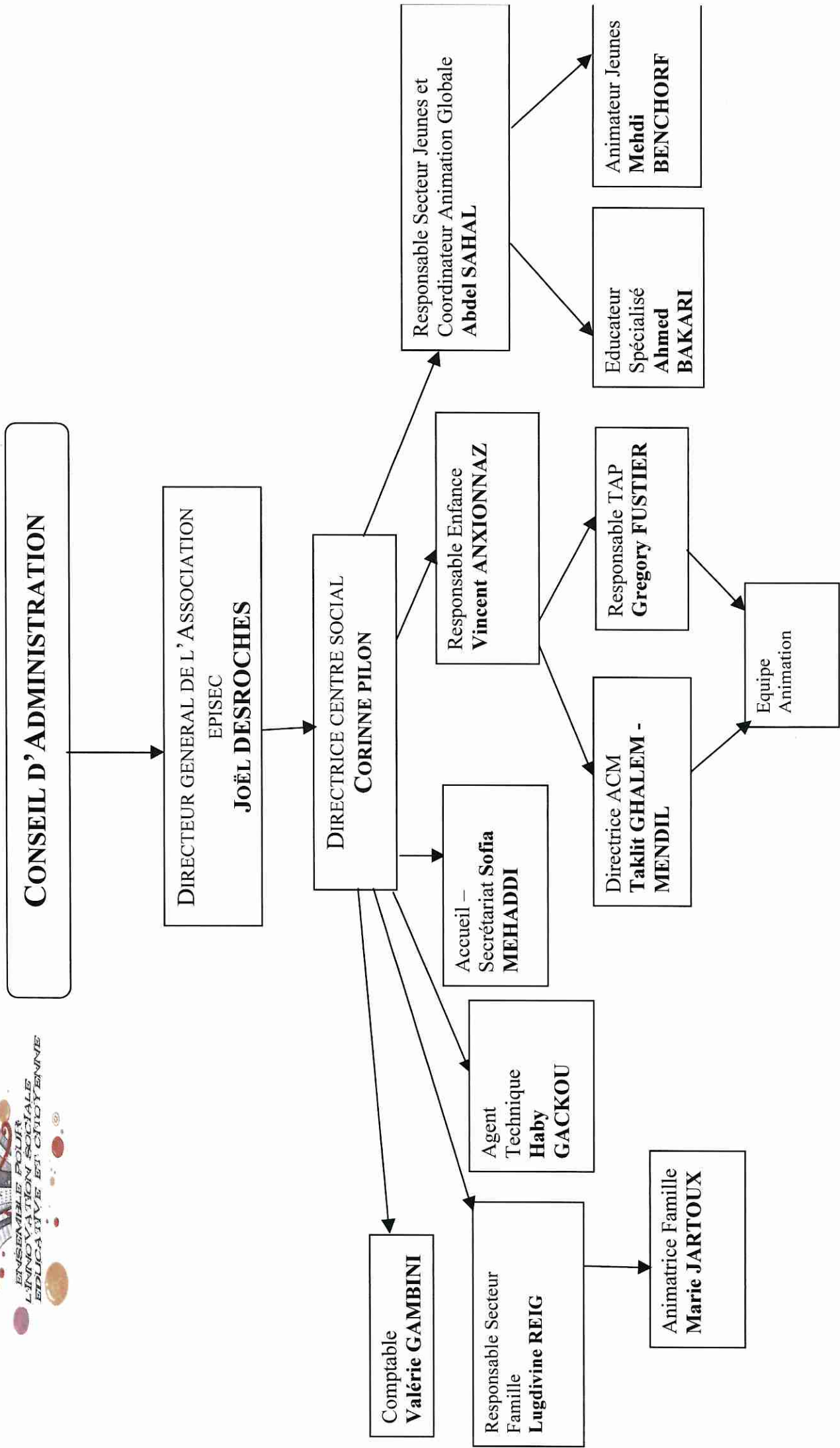
En 2013, l'association change de nom : elle devient « Ensemble Pour l'Innovation Sociale Educative et Citoyenne (EPISEC) ».

En 2014, l'association EPISEC fait l'acquisition d'un centre de vacances dans les Alpes de Haute Provence (Seyne les Alpes) pour développer des chantiers écoles mais aussi et surtout développer l'accès aux vacances aux enfants et aux familles (colonies, séjours).

Le Centre Social Val Plan Bégudes...

Cet équipement est implanté au cœur de la cité Val Plan (voir plan page...), il est en position centrale de la ZVS, il est bien identifié de la population. De part son agrément CAF, il met en œuvre un projet social qui prend en compte les différentes problématiques rencontrées par les habitants dans une démarche de participation et de co-construction avec ces derniers.

Le centre social Val Plan Bégudes est un espace de proximité, d'accueil, d'information et d'orientation. Il permet également aux habitants de bénéficier d'une offre de service (Alphabétisation, Centre de loisirs, permanences sociales, aide administrative). Il fonctionne avec des secteurs (enfance, jeunesse, famille) qui mettent en place des projets collectifs sur divers thématiques, cette approche sectorisée est aussi transversale dans l'animation des actions. Enfin, la coopération avec le partenariat local reste importante pour le développement social local d'un territoire.



2.3) DEMARCHE GPEC

Depuis plus d'un an, l'association EPISEC s'est engagée dans une démarche de GPEC en s'appuyant sur le réseau de l'union des centres sociaux. La GPEC a été mise en place suite aux orientations du projet politique (N+5) qui a été défini par le conseil d'administration et des cadres dirigeants. C'est donc à l'initiative de ces instances décisionnaires qu'émane la volonté de s'inscrire dans une démarche d'évolution, de développement. Pour mener à bien cette expérience nouvelle pour l'ensemble des salariés, la structure a fait appel à une société spécialisée dans le domaine. Une MOFF de la GPEC est présentée en annexe page 37.

Les réflexions qui ont amené la mise en place d'une GPEC...

- EPISEC, une association comptant 3 équipements : un CS, une crèche et un centre de vacances et 40 salariés
- Réticence du CA à développer davantage l'association (cf audit en annexe page 37)
- Moment opportun via la maturité des équipes, savoir faire, viabilité de l'association, bonne gestion financière, directeur général impliqué et donne le CAP : professionnel visionnaire et posture exemplaire
- Faire évoluer le modèle économique, répondre aux marchés publics, diversifié son activité, être moins dépendant des subventions, accompagner le changement par un plan d'action où personnes participent (administrateurs, directions, salariés, aide d'un consultant) au processus défini en commun.

La temporalité...

Le processus de cette démarche s'inscrit sur une durée de 2 années : l'objectif prioritaire étant de prendre le temps pour le développement. Cette période permettra aux salariés de s'impliquer sur l'évolution de l'organisation à travers les différentes étapes du déroulé.

Le fonctionnement...

C'est la direction générale qui a proposé aux salariés de participer à cette GPEC. Ces derniers ont adhéré à l'idée d'être des acteurs impliqués et associés pour un projet en devenir. En effet, les salariés les plus anciens ont la volonté d'évoluer professionnellement, cette initiative permet de pouvoir se projeter en interne. Cela répond aux attentes des collaborateurs de la structure.

La société de consulting a rencontré individuellement les membres du CA, cadre dirigeant, les coordinateurs via un entretien semi-directif. Ces échanges ont fait l'objet d'une restitution collective. Enfin, nous avons défini collectivement les axes de travail sur lesquels nous allons définir la stratégie à adopter. En terme de fréquence, nous nous réunissons une fois par mois permettant des interactions avec les branches professionnelles et instances décisionnaires.

Les effets induits...

- Point sur la fiche de poste de chacun et des missions qui en découlent
- Mise en place d'entretiens professionnels : écoute des attentes, pris en compte des envies
- Montée en compétence par une délégation de tâches : prendre des responsabilités,
- Positionnement sur des parcours de formation pour anticiper les besoins en compétence
- Synergie entre les équipements (salaires, protocole, communication...)

L'impact sur mon poste...

Salarié depuis de nombreuses années au centre social, cette démarche de GPEC m'a permis de :

- M'engager sur cette formation DESJEPS et monter en compétences,
- Découvrir le domaine de l'insertion et mettre en place une offre de service adaptée,
- Me sentir reconnu, valorisé mon parcours dans la structure,
- Personnellement, me projeter à long terme sur la structure.

2.4) RESSOURCES HUMAINES

Dans un premier temps, je vais vous présenter une analyse du fonctionnement des ressources humaines du centre social puis vous faire part de la coopération et des relations avec les partenaires associatifs et institutionnels. Enfin, je vais vous exposer ma place dans l'organisation au regard de ces différents éléments.

Dans le cadre de formation DESJEPS et des attendus du référentiel de certification, je me suis rapproché de la direction du centre social pour être informé et comprendre le fonctionnement puis j'ai sondé certains salariés sur leur ressenti et l'utilité du fonctionnement proposé. Enfin, ayant participé à des réunions d'équipe, j'ai observé la place de chacun lors de ces temps d'échanges.

Les ressources humaines au centre social...

La structure compte 8 ETP et 12 salariés en contrat d'avenir.

Répartition des ETP :

- Une directrice,
- Une assistance de direction
- Trois responsables de secteur (enfance, jeunesse et famille)
- Un responsable « TAP »
- Une responsable « ACM »
- Un agent d'entretien

Fonctionnement RH...

Il est mis en place selon le cadre législatif, la convention collective « ALISFA », le règlement intérieur et les notes de service destinées aux salariées.

Temps de concertation, d'organisation

- Réunion d'équipe inters-secteurs
- La direction s'appuie sur ces collaborateurs pour la mise en œuvre du projet social.
- Fréquence : 1 fois par semaine avec les responsables de secteurs.
- Ordre du jour concerté avec les coordinateurs
- Compte rendu établi et disponible pour tous les salariés

La communication

Cet aspect s'organise principalement par mail, chaque responsable de secteur à une adresse mail et un mobile à usage professionnel. Ils doivent relayer les informations aux équipes respectives (ex : animateur, agent d'entretien...). La direction veille à ce que le circuit de l'information soit tracé.

Les outils à disposition :

- Extranet avec un espace « salarié » où l'on peut trouver les informations suivantes (calcul des congés légaux et conventionnels, convention collective, explication d'une fiche de paie, règlement intérieur, note de service, le projet éducatif, protocole en cas d'absence ou arrêt au travail, trombinoscope : qui fait quoi...)
- Tableau de gestion des congés du personnel avec un affichage à l'accueil
- Planning hebdomadaire de chaque salarié
- Catalogue de formation mis à disposition pour l'élaboration du plan annuel

Propositions d'évolutions possibles suite aux éléments que j'ai recueilli

- Réunion d'équipe avec l'ensemble des salariés
- Cohérence de l'approche transversale (synergie entre les secteurs, passerelles, vision globale)
- Point sur l'avancé du projet global du centre social (temps de réflexion, réajustement des actions, remise en question du sens des pratiques professionnelles)
- Renforcer les relations « CA-ÉQUIPE »
- Rigueur administrative (se donner des priorités, anticiper la rédaction et bilan des projets, répartir son temps de travail)
- Accompagner les salariés sur les tâches administratives visant l'autonomie de chacun

Analyse du fonctionnement...

Globalement, les ressources humaines du centre social sont bien structurées, le cadre est bien instauré. Les outils sont pertinents, adaptés à leur utilisation. Les salariés ont assimilé

le fonctionnement et les codes de la structure. Certains salariés peinent à se montrer rigoureux sur l'envoi de document, ils manquent d'autonomie.

Une synthèse (MOFF) de la structure est présentée en annexe page 35

III. L'ANALYSE FINANCIERE DE L'ASSOCIATION

Introduction

Le travail d'analyse financière de la structure EPISEC est basé sur les comptes annuels 2014-2015-2016.

Mon travail a consisté à étudier les indicateurs de gestion tels que les soldes intermédiaires de gestion, la capacité d'autofinancement, analyse des écarts pour les postes de charges et de produits, l'étude de l'évolution de la masse salariale, l'incidence des fonds dédiés. Le compte de résultat fournit des informations sur l'activité et la formation du résultat.

Le bilan donne des informations sur les besoins et les ressources de la structure. Il permet d'apprécier l'équilibre financier. L'approche patrimoniale se caractérise par la détermination du :

- Fonds de roulement,
- Le besoin en fonds de roulement
- La trésorerie nette

Le système économique d'une association est basé en grande partie sur sa capacité à dégager de la liquidité.

3.1) LE COMPTE DE RESULTAT

Présentation du compte de résultat

1- Analyse et évolution du résultat net

	2014	2015	2016
Compte de résultat - Excédents	36 524 euros	46 624 euros	18 360 euros

Sur ces trois dernières années l'association est excédentaire. Néanmoins il tend à diminuer. La raison principale vient du fait de l'augmentation de charges qu'il conviendra d'étudier.

1-1 Analyse des produits d'exploitation

	2014	2015	2016
Produits d'exploitation	1 215 486 euros	1 516 817 euros <i>+ 301 331 euros soit + 24,79 %</i>	1 654 014 euros <i>+ 137 197 euros Soit + 9,05 %</i>

Les produits d'exploitation augmentent depuis 2014 grâce aux activités de l'association (centre de vacances, crèche, mise à disposition des locaux...) et notamment à la revalorisation de la prestation de service CAF annexé au plafond de la CNAF.

Cette progression financière trouve aussi son explication dans l'augmentation des subventions d'exploitation.

1-2 Analyse des subventions d'exploitation

	2014	2015	2016
Subventions d'exploitation	641 866 euros	755 001 euros <i>+ 113 135 euros soit + 17,63 %</i>	820 090 euros <i>+ 65 089 euros Soit + 8,62 %</i>

Entre 2014 et 2016 les subventions augmentent par le maintien et une meilleure soutenance des projets par les partenaires, l'innovation des projets, mais également par la politique de l'aide à l'emploi (Aide ASP).

Les principaux partenaires de l'association sont l'Etat, la Région, la Ville et la Caf. Les autres partenaires tels que les bailleurs et la fédération des centres sociaux sont impliqués dans l'économie sociale de l'association.

Dans un contexte d'austérité générale des finances publiques, où les baisses des dotations sont presque systématiquement à la baisse, on peut en déduire que l'association bénéficie de la confiance des partenaires publiques pour la mise en œuvre du projet social envers les habitants du territoire.

1-3 Analyse des charges d'exploitation

	2014	2015	2016
Charges d'exploitation	1 154 672 euros	1 354 381 euros <i>+ 199 709 euros soit + 17,29 %</i>	1 609 745 euros <i>+ 255 364 euros Soit + 18,85 %</i>

En 2015 la variation des produits d'exploitation a été plus significative que la variation des charges d'exploitation. Ce qui a permis un résultat net supérieur en 2015 comparé à celui de 2014.

En 2016 l'évolution des charges d'exploitation est plus importante que celle des produits d'exploitation. Elle est disproportionnée et vient expliquer la réduction du résultat net en 2016.

1-4 Analyse des achats et charges externes

	2014	2015	2016
Achats + Charges externes	329 697 euros	380 943 euros + 51 246 euros <i>soit + 15,54 %</i>	438 787 euros + 57 844 euros <i>Soit + 15,18 %</i>

En 2015 les achats et charges externes augmentent parallèlement aux produits d'exploitation. La variation des besoins reste inférieure à celle des ressources.

En 2016 les achats et charges externes continuent d'augmenter par rapport aux produits d'exploitation. Cette variation des besoins est supérieure à celle des ressources.

1-5 Analyse de la masse salariale (charges fiscales + charges de personnel)

	2014	2015	2016
Impôts + Charges de personnel	824 973 euros	973 428 euros + 148 455 euros <i>soit + 17,99 %</i>	1 170 618 euros + 197 190 euros <i>Soit + 20,26 %</i>

En 2015 la masse salariale progresse par rapport à 2014. Cette augmentation continue en 2016. Nous avons vu plus haut que les produits d'exploitation augmentent en 2016, notamment grâce à l'aide des emplois aidés (ASP). La politique sociale adoptée a consisté à recruter des emplois aidés pour faire face à l'appel d'offres des temps périscolaires (TAP).

2- Analyse de l'équilibre d'exploitation

Ici nous allons faire un focus sur les soldes intermédiaires de gestion (SIG). (Cf Annexe)

Les SIG constituent un outil d'analyse de l'activité et de la rentabilité de l'association. Ils permettent d'apprécier la performance et de décrire la répartition des richesses créées par l'activité.

L'excédent brut d'exploitation (E.B.E) est le S.I.G le plus significatif car il permet d'apprécier la rentabilité de l'exploitation avant certaines influences du compte de résultat (influence du résultat financier, résultat exceptionnel).

L'E.B.E devient négatif en 2016. Ceci signifie que l'activité est en insuffisance brute d'exploitation. La ressource générée par l'activité n'est plus suffisante pour assurer une performance économique. L'association se doit de revoir son équilibre économique via sa politique sociale, le développement de ses activités. Des décisions stratégiques sont à envisager. Pour cela il est nécessaire d'étudier la rentabilité des secteurs d'activité. Après cette interrogation il faudra probablement repenser le modèle économique de l'association.

Le résultat d'exploitation devient lui aussi négatif. Le résultat généré à ce niveau d'analyse conditionne l'existence de l'activité.

Le résultat financier est négatif par le poids des charges financières dû à l'emprunt en cours de remboursement.

Le résultat exceptionnel dégage une forte variation positive qui permet le rétablissement du résultat net.

- Points positifs du compte de résultat

Les subventions d'exploitation, les prestations de services et les participations des usagers et les produits exceptionnels sont en augmentation en 2016.

- Points négatifs du compte de résultat

Les charges continuent d'augmenter en 2016 à un rythme plus élevé que les produits.

L'EBE et le résultat d'exploitation sont négatifs.

Une dépendance aux subventions oblige l'association à repenser son modèle économique.

- Stratégie financière de la structure

La structure doit continuer de vivre avec les subventions mais en même temps développer son nouveau secteur d'activité (centre de vacances). Elle doit aussi s'intéresser à une meilleure maîtrise de ses coûts d'exploitation (achats, salaire).

3.2) LE BILAN

Présentation du bilan

Le bilan est structuré en rubriques et en postes (Cf Annexe). Les éléments qui figurent au passif représentent les ressources de l'association à travers les capitaux propres, les provisions, et les dettes. Les éléments qui figurent à l'actif représentent les emplois dont dispose l'association à travers l'actif immobilisé et l'actif circulant.

1- Constats des masses homogènes du bilan

L'équilibre financier est respecté entre 2014-2015. En 2016 les ressources stables sont inférieures aux emplois stables. Il est à noter que durant l'exercice 2016, les immobilisations ont augmentés de + 218 809 €. Ce programme d'acquisitions n'a pas été soutenu par un renforcement des subventions d'investissement. Les emplois durables doivent être financés par les ressources stables. Cet équilibre permet de maintenir une ressource durable pour financer les besoins du cycle d'exploitation ayant un caractère permanent.

Le fonds de roulement est une marge de sécurité financière pour l'association. Son augmentation accroît les disponibilités de l'association. Il est nécessaire de garder cette vigilance. Les étapes de croissance doivent être contrôlées.

Le haut du bilan représente un cycle long. Le bas du bilan représente un cycle court.

2- Analyse fonctionnelle du bilan

Le fonds de roulement augmente en 2015 puis devient négatif en 2016. (Cf Annexe)

Le besoin en fonds de roulement augmente en 2015 puis devient excédentaire en 2016. Cet excédent traduit que le niveau des dettes est supérieur aux créances. Cet excédent a permis de générer de la trésorerie positive sur l'exercice 2016.

La sécurité financière de l'activité passe par le renforcement des ressources stables.

- Points positifs du bilan

La trésorerie est stable. Son rôle est primordial.

Les créances sont inférieures aux dettes.

Le besoin en fonds de roulement négatif a une incidence positive sur la trésorerie.

L'investissement est en croissance.

- Points négatifs du bilan

Le fonds de roulement devient négatif en 2016. Cette insuffisance doit être contrôlée au risque d'entraîner une trésorerie négative.

Le délai d'encaissement des créances paraît long. Il faut relativiser et apprécier l'augmentation des produits constatés d'avance.

Utilisation des subventions de fonctionnement pour la réalisation de programme d'investissement.

- Stratégie financière de la structure

La structure opère à court terme par des concours bancaires. La cession des créances est un outil de gestion financière.

3.3) PRECONNISATIONS

Pour le compte de résultat

- Maîtriser les coûts pour accroître le résultat dégagé par les opérations économiques et ainsi rendre les indicateurs de gestion positifs
- Augmenter les ressources et diversifier les financeurs

- Développer l'activité du centre de vacances
- Faire une étude de renégociation du prêt bancaire pour diminuer les charges d'intérêts
- Avoir une maîtrise budgétaire des actions par la mise en place d'un suivi rigoureux par anticipation
- Continuer d'utiliser les emplois aidés pour renforcer les encadrements et permettre un retour à l'emploi des personnes à la recherche d'une première expérience professionnelle
- Pour le bilan
- Accélérer les encaissements des créances composés essentiellement de subventions et d'usagers
- Continuer la cession de créances pour éviter des retards de paiement qui risquent de devenir un obstacle pour le développement de l'activité

3.4) Budget prévisionnel du Projet

Si l'exercice de l'association est différent de l'année civile, préciser les dates de début et de fin d'exercice. Le total des charges doit être égal au total des produits.

Exercice

date de début : 1/01/2018

date de fin : 31/12/2018

CHARGES	Montant ¹	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats	3 095	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	53 572
Prestations de services	2 880		
Achats matières et fournitures	125	74- Subventions d'exploitation²	
Autres fournitures	90	Etat : précisez le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs	666	- FONJEP	7 106
Locations		-	
Entretien et réparation		-	
Assurance	132	-	
Documentation	534	Département(s) :	
62 - Autres services extérieurs		- CD	30 000
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Intercommunalité(s) : EPCI ³	
Téléphone internet		-	
Déplacements, missions		Commune(s) :	
Services bancaires, autres		- Contrat de Ville	15 000
63 - Impôts et taxes	2 494	Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,	2 494	- CAF	
Formation continue			
64- Charges de personnel	46 529		
Rémunération des personnels,	27 719	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales,	18 810	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Autres privées – UDAF	
65- Autres charges de gestion courante – charges liées à la vie associative		75 - Autres produits de gestion courante	678
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
67- Charges exceptionnelles		76 - Produits financiers	
68- Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	52 784	TOTAL DES PRODUITS	52 784
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES⁴			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	52 784	TOTAL	52 784

IV. LE DEVELOPPEMENT DU POLE INSERTION

4.1) PERTINENCE ET PERSPECTIVE

Les constats et potentialités du territoire m'ont amené à penser qu'il pourrait être envisageable de développer le pôle insertion en prenant en compte les spécificités du territoire.

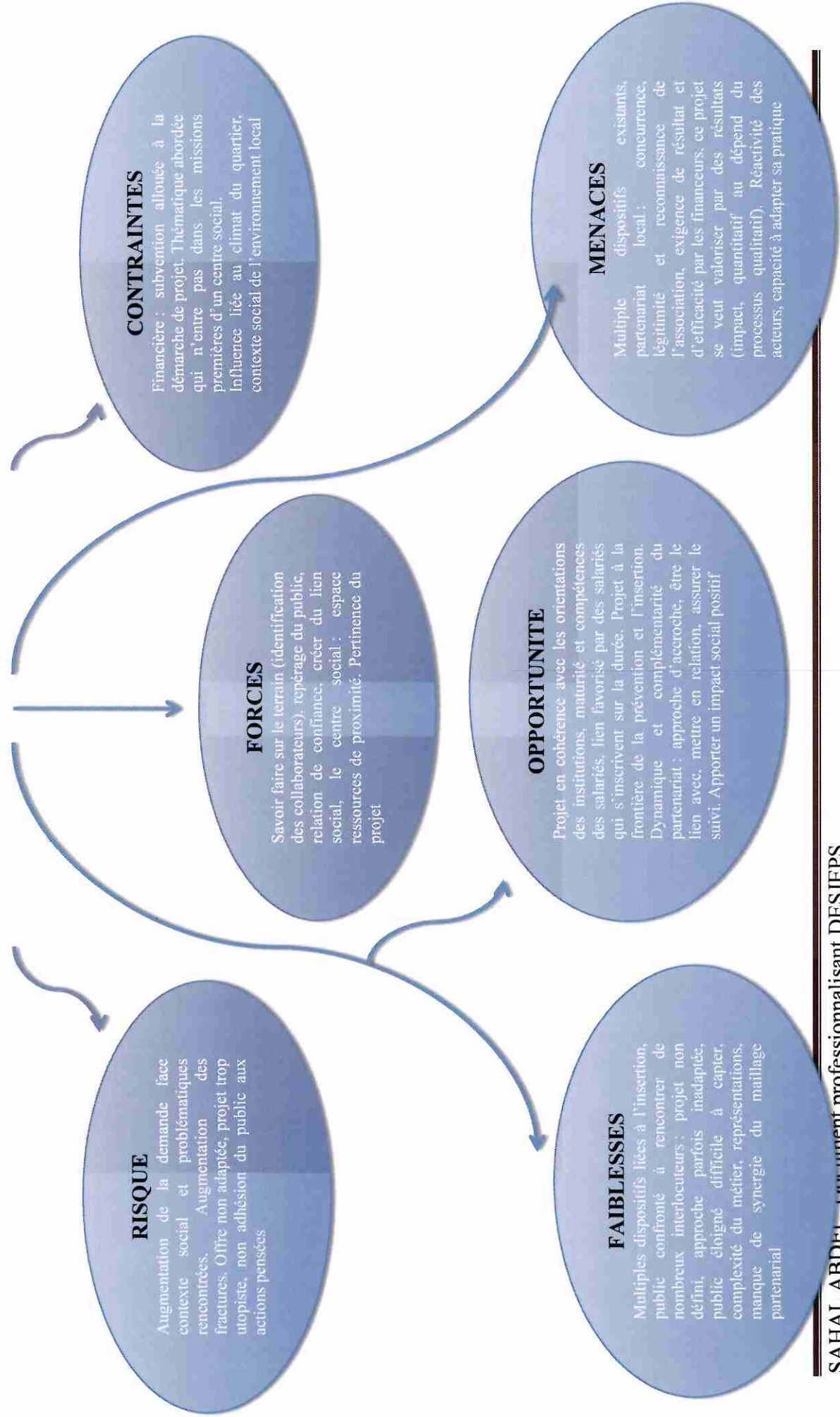
Le Projet de développement que j'envisage d'élaborer s'inscrit dans une démarche de réponse aux problématiques soulevées lors du diagnostic établi. Pour mémoire, je me suis appuyé sur les outils élaborés au fur et à mesure de la démarche de diagnostic. J'ai privilégié la rencontre des partenaires locaux et surtout la visite d'un service de la Politique de la Ville « hors Marseille » par souci d'explorer de nouvelles pratiques. Voici les différentes étapes de cette démarche :

- Sondage, Enquête : public
- Guide d'entretien : partenaires associatifs et institutionnels
- Réunion de travail : partenariat local, dispositifs d'insertion, équipe du centre social
- Visite d'un service de la politique de la Ville de Salon de Provence

A ce point d'étape, il m'a semblé nécessaire de présenter à une instance décisionnelle, une pyramide stratégique dont l'objet de donner les éléments de choix et d'orientations possibles.

En conclusion, la légitimité du centre social pourrait être la mise en lien des publics avec les partenaires économiques sociaux du territoire.

4.2) PYRAMIDE STRATEGIQUE DE LA FAISABILITE DU PROJET



ANNEXES

5.1) SIGLES ET ABREVIATIONS

AEMO : Action **E**ducative en **M**ilieu **O**uvert

ASV : Atelier Santé **V**ille

CAF : Caisse d'Allocations **F**amiliales

CD13 : Conseil **G**énéral 13

CR : Conseil **R**égional

CAMPS : Centre **M**édico-**P**sychologique de **S**ecteur

CESAM : Centre d'Examen de Santé de l'Assurance **M**aladie

DRDJCS : **D**irection **R**égionale de la **J**eunesse et des **S**ports de la **C**ohésion **S**ociale

EIS : **E**valuation **I**mpact **S**anté

GPEC : **G**estion **P**révisionnelle des **E**mplois et des **C**ompétences

GPS : **G**roupe de **P**ilotage et de **S**uivi

GR13 : **G**roupe de **R**éflexion du 13^{ème}

GUP : **G**estion **U**rbaîne de **P**roximité

HMP : **H**abitat **M**arseille **P**rovence

INSEE : **I**nstitut **N**ational de la **S**tatistique et des **É**tudes **É**conomiques

MDS : **M**aison **D**épartementale de la **S**olidarité

MOVE : **M**obilisation **O**rientation **V**ers l'**E**mloi

NPNRU : **N**ouveau **P**rogramme **N**ational de **R**énovation **U**rbaîne

PLIE : **P**lan **L**ocal pour l'**I**nsertion et l'**E**mloi

PRU : **P**rogramme de **R**énovation **U**rbaîne

QPV : **Q**uartier **P**rioritaire de la **P**olitique de la **V**ille

TFPB : **T**axe **F**oncière sur les **P**ropriétés **B**âties

ZSP : **Z**one de **S**écurité **P**rioritaire

ZVS : **Z**one de **V**ie **S**ociale

5.2) BIBLIOGRAPHIE

MAUREL christian, (2010), Education populaire et puissance d'agir, le travail social, l'Harmattan, 244 p.

CASTRA Denis, (2003), l'Insertion professionnelle des publics précaires, Presses Universitaires de France, 200 p.

ABHERVE Michel, LABBE Philippe, (2011), L'Insertion Professionnelle et sociale des jeunes ou l'intelligence pratique des missions locales, Panseurs sociaux, Apogée,

ROCHE Pierre, La proximité à l'épreuve de l'économie de la débrouille, ouvrage collectif, 2010

LANGEVIN Pierre, « C'est le déplacement qui fait le territoire »

Observatoire des inégalités, L'état des inégalités en France. Données et analyses 2009, Belin, 2008

5.3) SYNTHÈSE DES FORCES, FAIBLESSES, OPPORTUNITÉ ET MENACES SUR LE TERRITOIRE. PRÉSENTATION PAR THÉMATIQUE (DIAGNOSTIC PARTAGE)

➤ EMPLOI – FORMATION

FORCES	FAIBLESSES
<ul style="list-style-type: none"> Des actions d'insertion et d'accompagnement vers l'emploi déployées sur le Bassin de la Rose : chantier d'insertion, MOVE, antenne Mission locale... 	<ul style="list-style-type: none"> Un taux de chômage et d'inactivité important qui touche fortement les jeunes et les femmes Une hausse significative du nombre de chômeurs longue durée Un taux d'activité des femmes très en deçà de celui des hommes Une population sous-diplômée et sous qualifiée Des freins à l'emploi nombreux : faible maîtrise de la langue française pour une partie des publics, faible mobilité, problématique de santé, offre de garde d'enfants, discriminations Des difficultés d'insertion professionnelle, dues notamment pour une partie des jeunes au décrochage scolaire Une couverture territoriale des actions en faveur de l'insertion et de l'emploi à interroger
OPPORTUNITÉS	MENACES
<ul style="list-style-type: none"> La proximité du technopôle de Château Gombert : un levier pour la formation et l'emploi de la population locale Un contrat de ville qui porte une approche intégrée du développement économique et de l'emploi : création de nouvelles activités au sein des quartiers (services de proximité, économie sociale, commerces, développement de filières de recyclage et circuits courts), mobilisation de la clause d'insertion ANRU, accompagnement des parcours d'insertion et réduction des freins à l'emploi 	<ul style="list-style-type: none"> Un développement des pratiques illicites et lucratives (vols, trafics) comme alternative à l'insertion professionnelle pour une partie des jeunes. Les réseaux de drogue influent sur le devenir des jeunes qui sont happés vers cette organisation illicite

➤ MOBILITÉ ET TRANSPORTS

FORCES	FAIBLESSES
<ul style="list-style-type: none"> Une bonne desserte en transports en commun structurants (métro la Rose) 	<ul style="list-style-type: none"> Des secteurs à l'accessibilité en transports collectifs limitée (Bégude Nord et Sud, Saint Théodore) Un taux de déplacement faible et en baisse (l'un des plus faibles de Marseille avec moins de 3 déplacements/pers/jour) Des freins liés à la mobilité d'ordre physique (coupures urbaines, état de la chaussée, déficit en cheminements pour les modes actifs) et psychologique (sentiment d'insécurité, capacité à sortir des quartiers, à accéder à l'information sur les réseaux de transports en commun...)
OPPORTUNITÉS	MENACES
<ul style="list-style-type: none"> La définition et la mise en œuvre d'un projet 	<ul style="list-style-type: none"> Les difficultés liées à la mobilité constituent des

urbain au titre du "NPNPRU" prenant en compte l'accessibilité des quartiers et la mobilité	freins pour l'accès à l'emploi et l'insertion sociale et professionnelle pour une partie des publics
--	--

➤ **ASPECT ECONOMIQUES, CULTURELLES, EQUIPEMENTS**

FORCES	FAIBLESSES
<ul style="list-style-type: none"> • Principaux équipements publics et de proximité dans ou autour le territoire (centre social et annexe, maternelle, école, collège, antenne mission locale, la poste) • Le centre social au cœur des quartiers. Situé en position centrale de la zone de vie sociale, ce qui favorise la proximité et le lien avec les habitants des différents quartiers du territoire. 	<ul style="list-style-type: none"> • Une activité économique locale en décroissance, fermeture des commerces de proximité sur chaque cité, Habitants dans l'obligation de se déplacer pour l'achat des matières de première nécessité. Cela influe sur la vie du quartier et sa dynamique locale. • Un enfermement des cités et une identité de quartier forte. Les cités de la bégude sud et saint théodore sont géographiquement excentrée, enclavée. La cité de saint théodore reste isolé de tout transport en commun. • Habitat dégradé, sentiment de vivre dans un ghetto. Les habitants ont le sentiment d'être délaissé par le bailleur et services publics. Manque d'écoute et de communication sur l'amélioration du bâti et espaces de vie en collectivité. • Des tensions sociales latentes partiellement dû à un sentiment d'insécurité. Des trafics de drogue visibles et implantés sur chaque quartier. Ces réseaux prennent une place forte, s'affirme et s'adapte sans cesse aux différentes opérations de police.
OPPORTUNITES	MENACES
<ul style="list-style-type: none"> • Mobilisation récente du bailleur "13 habitat" dans la rénovation du parc immobilier et volonté de dynamiser la vie locale dans la coopération avec le réseau de partenaires • Réflexion anticipée de l'union des centres sociaux des BDR pour repenser le modèle économique des centres sociaux : participation de multiples acteurs dans un éventuel accompagnement du changement de gestion. 	<ul style="list-style-type: none"> • Incivilités de certains dans l'espace public, risque de dégradation des nouveaux équipements • La nouvelle cartographie de la CAF risque d'amplifier les problématiques et besoins. Un territoire qui s'élargi : impossibilité de proposer une offre personnalisée sur certains sites • Volonté politique pour les contrat aidés; Incertitude sur le dispositif de l'état • Retrait du conseil Régional à la signature de la nouvelle convention cadre : incompréhension des centres sociaux sur le positionnement, questionnement quand au devenir des structures de proximité,

➤ **POPULATION**

FORCES	FAIBLESSES
<ul style="list-style-type: none"> • Répartition des tranches d'âges plutôt équilibrée mise à part la forte population des 25 à 54 ans • Une mixité sociale cohérente par la présence de copropriété, différentes classes sociales, diverses générations représentées 	<ul style="list-style-type: none"> • Arrivée de nouveaux locataires présentant issus d'autres parc immobilier présentant des problématiques (grande précarité précarité : mettant en péril la mixité sociale • Isolement de certains au sein de leur quartier, difficulté de porter un projet commun à

<ul style="list-style-type: none"> • Veille, concertation, et coopération régulière avec les différentes instances : GPS, GR13, MDS, CAF... • Techniciens des différentes institutions présents pour accompagner les structures sociales dans le développement social et local • Soutien apprécié des institutions. Ecoute et attention bienveillantes quant aux problèmes rencontrés • Implication intéressante dans les démarches partenariales • Mutualisation des moyens • Réflexion et échanges collectifs constructifs • Un conseil stable comptant des membres habitants nouveaux. Une présence importante et implication précieuse à travers un rôle d'administrateur investi. Commissions et gouvernances structurées et fonctionnelles. Charte de l'administrateur permettant de préciser le cadre de leur intervention • 	<ul style="list-style-type: none"> • Changement d'interlocuteurs institutionnels fréquent. Poursuivre l'amélioration engagée concernant le suivi et bilan des actions vis-à-vis des institutions • Difficultés d'harmoniser nos fonctionnements parfois compte tenu des projets des partenaires associatifs de petite taille • Politiques de financement trop variables
OPPORTUNITES	MENACES
<ul style="list-style-type: none"> • Remobilisation du partenariat local impulsé par le centre social, marge de progression sur le faire ensemble suivant volonté et sensibilité des acteurs. Manque d'efficacité et de projet commun en concertation avec les habitants • Formation et séminaires de travail nécessaires pour optimiser l'investissement de chacun et développer sa compétence d'administrateur. Les rencontres et échanges avec l'équipe de salariés à développer. 	

➤ MOYENS HUMAINS ET MATERIELS

FORCES	FAIBLESSES
<ul style="list-style-type: none"> • Equipe de salariés dynamiques à fort potentiels qui s'inscrit sur la durée • Démultiplication des locaux : centre de loisirs délocalisés et exclusivement dédié à l'enfance. L'espace d'animation jeunesse non implanté au pied d'une cité permettant à chacun de trouver sa place • Polyvalence des locaux et mutualisation 	<ul style="list-style-type: none"> • Compétences disparates sur les fonctions de coordinations • Non renouvellement du matériels anciens • Problème de procédure d'usage qui accélère la dégradation face au manque d'identification des responsables • Locaux du centre social non adaptés à la démultiplication des activités et au nombre de public accueillis
OPPORTUNITES	MENACES
<ul style="list-style-type: none"> • Démarche de GPEC cohérente au regard de l'évolution de l'association et projet politique de celle-ci 	<ul style="list-style-type: none"> • A moyen terme, la structure ne pourra plus investir sur du matériel qui ne se sera jamais amorti tant que celui se dégrade vite et que les subventions diminuent progressivement

5.5) MOFF GPEC : ASSOCIATION EPISEC

Origine externe	
Menaces	Opportunités
<ul style="list-style-type: none"> Financements publics contraints Quartier difficile 	<ul style="list-style-type: none"> Image positive Reconnaissance des institutions, politiques

Origine interne	
Faiblesses	Forces
<ul style="list-style-type: none"> Stratégie pas toujours lisible Difficulté à concrétiser de la transversalité : pas de réflexion posée CA : manque parfois de neutralité Besoin (et envie) de formation du CA CA frileux sur le développement : centré CS Service administratif en pleine mouvance Mise en place des directions difficile : conduite du changement Manque de procédures administratives et financières Evaluation et valorisation des actions Charge de travail très élevée sur certains postes Postes à risque : DG, compta, responsable séjours Aucune délégation financière (salaire, dépenses) Manque de communication institutionnelle et fédératrice Pas de réunion inter équipement Pas de réunion au siège Communication et circulation de d'information Quelques relations interpersonnelles compliquées : conflits d'intérêt avec la réorganisation ; rôle du CA Gestion des publics difficile : pénibilité psychologique Pas de procédure de recrutement Recrutement externe avant recrutement interne Pas de procédure d'intégration Entretiens professionnels à réaliser 	<ul style="list-style-type: none"> Valeurs partagées (à formaliser) Sentiment d'appartenance (à développer au niveau associatif) CA actif et présent sur les actions du CS Situation financière Diversité et complémentarité des équipements L'arrivée de Corinne très aidante Fiches de poste en cours de refonte Mise en place de cadre Evaluation des séjours Savoir faire reconnu Délégation sur le fonctionnement Existence d'objectifs (pour tous les responsables et formalisés) Réunions au sein des équipements Utilisation de Facebook (manque d'usages) Existence d'un Intranet (peu utilisé) Existence du DUERP Livret d'accueil Volonté de création de passerelles et de parcours professionnels (l'organisation devrait le permettre) Sentiment de reconnaissance de son travail

5.6) GUIDE D'ENTRETIEN AUPRES DES PARTENAIRES

Dans le cadre de la formation « DESJEPS » où je suis engagé depuis plusieurs mois, je souhaite vous rencontrer dans le but d'échanger et enrichir la démarche de diagnostic de notre territoire (Bassin de la Rose) sur les problématiques « d'insertion sociale et professionnelle ». Votre regard de technicien et vos expériences sur le terrain me permettront d'étoffer cette expertise.

Cette réflexion collective sera pour moi l'occasion de mieux analyser quels sont les freins rencontrés par les jeunes et adultes de notre territoire élargi dans l'optique éventuelle de développer un projet qui sera en complémentarité avec les dispositifs existants. Une ingénierie de projet caractérisée par une approche globale du public.

ASSOCIATIONS	DISPOSITIFS	INSTITUTIONS	DIVERS
<ul style="list-style-type: none"> • Régie Service 13 • Groupe ADDAP : Association d'Insertion Par l'Activité Economique <p>« Chantier d'insertion »</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Move • DAIE • Mission Locale <p>« Accompagnement à l'emploi »</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Agent de développement de la Rose de la Politique de la Ville Marseille • Service insertion-Emploi de la Politique de la Ville de Salon • Mission Locale <p>« Technicien Opérationnel »</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 13 Habitat • CIQ La Rose <p>« Bailleur – Lien Social »</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Fonctionnement général du projet, cadre instauré, à quels besoins les chantiers d'insertion répondent • Public ciblé et zone d'intervention • Provenance du public, le circuit 	<ul style="list-style-type: none"> • Fonctionnement général, cadre instauré, modalités d'accueil, démarche globale • Maillage partenarial, quels acteurs impliqués sur la thématique 	<ul style="list-style-type: none"> • Orientation de l'état sur la thématique à moyen et long terme • Comprendre le maillage partenarial, quels acteurs indispensables et impliqués • Connaître le panel des 	<p>Bailleur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Statistiques actualisées (locataire, cité, population, bâti...), réflexion et illustrations sur le terrain à partir de ces données • Orientation du bailleur social

<p>emprunté par l'individu</p> <ul style="list-style-type: none"> • Maillage partenarial, quels acteurs impliqués sur la thématique • Quelles compétences qui apportent une plus-value et efficacité : l'impact • Difficultés rencontrées dans l'accompagnement du jeune dans son parcours individuel, qu'est-ce qui freine l'insertion • Comprendre le processus des actions et les différentes étapes où le l'individu s'inscrit • Définition des atouts et faiblesses des différents dispositifs en lien les orientations des politiques publiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Quelles compétences qui apportent une plus-value et efficacité : l'impact • Difficultés rencontrées dans l'accompagnement du jeune dans son parcours individuel, qu'est-ce qui freine l'insertion • Quelles actions individuelles ou collectives pertinentes dans la mise œuvre du projet MOVE... • Public ciblé et zone d'intervention • Provenance du public, le circuit emprunté par le jeune • Définition des atouts et faiblesses des différents dispositifs en lien les orientations des politiques publiques 	<p>dispositifs existants qui traitent cette thématique</p> <ul style="list-style-type: none"> • Etre informé d'éventuelles zones et publics prioritaires • Eventuelles spécificités sur les zones isolées ou éloignées à l'accompagnement de l'individu dans son parcours individuel • Chiffres clés : nombre de jeunes touchés, parcours de réussite, émancipation, décloisonnement... • Relais et lien vers les dispositifs existants dans le domaine de l'insertion sociale et professionnelle • Quelles compétences qui apportent une plus-value et efficacité : l'impact • Quels écarts ou réajustement au cours de la mise en œuvre des actions • Orientations de la politique de la Ville et métropole sur 2018 • Impact des politiques publiques sur l'organisation d'un centre social 	<p>sur l'année 2018</p> <ul style="list-style-type: none"> • Eléments sur l'activité économique du territoire, comprendre les choix stratégiques sur le secteur, définition des atouts et faiblesses <p><u>CIQ :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Fonctionnement général du CIQ • Echange sur les spécificités sur chaque site • Complémentarité avec les partenaires locaux • Quelle implication des habitants • Définition des atouts et faiblesses selon les thématiques (sécurité, propreté,
--	--	--	--

5.7) QUESTIONNAIRE AUPRÈS DES HABITANTS

Dans le cadre de mes missions au sein de la structure et des attendus de la formation DESJEPS, j'ai élaboré ces outils qui sont un prétexte à la rencontre, à l'échange avec les habitants, les acteurs sociaux dans le but d'enrichir cette démarche de diagnostic.



SONDAGE

« La place de l'habitant dans son environnement »

Cet outil est permet d'aller à la rencontre des habitants afin de recueillir leurs opinions dans le but d'améliorer le « vivre ensemble » et que chacun trouve sa place dans son lieu de vie.

- Est-il agréable d'habiter dans votre quartier ?	Oui – Non
- Vous sentez-vous bien dans votre quartier ?	Oui – Non
- Etes-vous satisfait de votre appartement ?	Oui – Non
<i>Superficie</i>	Oui – Non
<i>Disposition de l'appartement</i>	Oui – Non
<i>Loyer/charges</i>	Oui – Non
<i>Entretien des parties communes</i>	Oui – Non
<i>Isolation : Froid</i>	Oui – Non
<i>Bruit</i>	Oui – Non
<i>Observations :</i>	
- Pensez-vous qu'il faille rénover les immeubles ?	Oui – Non
<i>Pourquoi ?</i>	
- Pensez-vous rester dans cet appartement ou déménager ?	Rester - Déménager
<i>Pourquoi ?</i>	
- Connaissez-vous vos voisins ?	Oui – Non

<p>- Entretenez-vous des relations amicales ?</p> <p><i>Si non, pourquoi ?</i></p>	<p>Oui – Non</p>
<p>- Evaluer le climat actuel dans votre quartier :</p> <p>1 2 3 4 5 6 7 8 9 10</p> <p><i>Observations :</i>.....</p>	
<p>- Vous sentez-vous en insécurité dans votre quartier ?</p>	<p>Oui – Non</p>
<p>- Avez-vous déjà rencontré des situations d’altercations ?</p>	<p>Oui – Non</p>
<p>- Trouvez-vous que la police est assez présente ?</p>	<p>Oui – Non</p>
<p>- Pensez-vous que la circulation des véhicules est adaptée à votre quartier ?</p> <p><i>Observations :</i>.....</p>	<p>Oui – Non</p>
<p>- Est-ce que vous votez ?</p>	<p>Oui – Non</p>
<p>- Participez-vous aux rencontres/échanges avec des élus locaux dans votre quartier ?</p> <p><i>Si non, pourquoi ?</i></p>	<p>Oui – Non</p>
<p>- Que pensez-vous de la qualité des services proposés dans votre quartier ?</p> <p>Très Faible <input type="checkbox"/> Faible <input type="checkbox"/> Plutôt bonne <input type="checkbox"/> Très bonne <input type="checkbox"/></p>	
<p>- Utilisez-vous les espaces publics de votre quartier ?</p> <p><i>Si non pourquoi ?</i></p> <p>.....</p>	<p>Oui – Non</p>
<p>- Quels services aimeriez-vous avoir dans votre quartier ?</p> <p>.....</p>	
<p>- Avez-vous déjà eu besoin des services de l’une des entités suivantes :</p> <p style="text-align: center;">- Centre Social Culturel Val Plan Bégudes - Addap 13 - Confédération Syndicale des Familles</p>	<p>Oui – Non Oui - Non Oui - Non</p>

<ul style="list-style-type: none"> - Comité Intérêt de Quartier - Antenne 13 Habitat - Jardins Publics/Parcs - Services médicaux - Autres : <p>Observations :</p> <p>- D'après-vous comment pouvons-nous améliorer la vie de votre quartier ?</p> <p>.....</p>	<p>Oui - Non</p> <p>Oui - Non</p> <p>Oui - Non</p> <p>Oui - Non</p>
---	---

<p>Quartier :</p> <p>.....</p> <p>H <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/></p> <p>Age : -18 ans <input type="checkbox"/> 18-25 ans <input type="checkbox"/> 26-40 ans <input type="checkbox"/> 41-59 ans <input type="checkbox"/> + de 60 ans <input type="checkbox"/></p> <p>Nombre de personnes vivant au foyer :</p> <p>.....</p>
--

5.8) ENQUETE



Enquête pour évaluer les freins à l'insertion sociale et professionnelle

Votre participation à cette enquête sera l'occasion de mieux analyser vos besoins et de comprendre quels sont les freins liés à la réussite de votre projet individuel. Cet échange permettra de réajuster les pratiques des professionnels sur le territoire et d'adapter l'offre en direction des publics rencontrés.

Vous êtes :

- Un homme Une femme

Identification du demandeur d'emploi :

Age : o Moins de 26 ans o De 26 à 44 ans o De 44 à 60 ans

Allocataire du RSA : o Oui o Non

Zone d'habitation :

Niveau de formation actuel :

- Inférieur au BEP/CAP - (VI, V non validé)
- Inférieur au Bac Bac - (V, IV non validé)
- Bac - (IV validé)
- Supérieur au bac - (III, II, I)

Durée de chômage ou période d'inactivité professionnelle:

(éventuellement entrecoupé de courtes périodes de travail – CUI, Intérim...)

- Moins d'1 an o Moins de 2 ans o Plus de 2 ans

Parcours du demandeur d'emploi :

(Souhait métier / projet professionnel)

(Un seul choix possible)

- Agriculture (jardinier, éleveur, maraîcher, vétérinaire...)
- Industrie (ingénieur, conducteur de ligne, soudeur...)
- Hôtellerie, Restauration, Loisirs (cuisinier, animateur, voyageur, serveur...)
- Installation, Maintenance (mécanicien, chauffagiste, maintenance industrielle...)
- Services aux personnes et aux collectivités (nettoyage, gardiennage, formateur, aide à domicile...)
- Support à l'entreprise (secrétaire, comptable, informatique, marketing...)
- Banque, Assurance, Immobilier (agent d'accueil, conseiller, expert...)
- Commerce, Métiers de bouche (boucher, caissier, coiffeur, vendeur...)
- Bâtiment et Travaux Publics (architecte, grutier, peintre, maçon...)
- Communication, Multimédia (photographe, imprimeur, webmaster...)
- Santé (pharmacien, infirmier, aide soignant...)
- Transport, Logistique (conducteur de véhicule, magasinier...)
- Projet indéfini ou non validé
- Autre : précisez _____

Besoin de formation prioritaire à ce jour au regard du projet professionnel :

(Un seul choix possible)

- Aucun besoin particulier de formation
- Maîtrise des Savoirs de Base, FLE, Illettrisme... Précisez : _____
- Modules professionnels (permis, habilitation, CACES...) Précisez : _____
- Formation qualifiante (titre professionnel, diplôme...) Précisez : _____
- Contrat de professionnalisation Précisez : _____

Statut du projet de formation au sein du parcours vers l'emploi (si un besoin de formation existe) : (Un choix par ligne)

- La formation constitue une étape indispensable pour l'accès à l'emploi :
Oui –Non

- o Le besoin en formation est validé / accepté / reconnu par la personne : Oui - Non
- o Une solution au besoin de formation est en cours de mise en œuvre : Oui – Non

Freins périphériques à l'emploi devant être levés dans le cadre du parcours :

(Plusieurs choix possibles)

- Adaptation à l'entreprise :

- o Difficulté avec la hiérarchie
- o Difficulté à être à l'heure
- o Difficulté à s'intégrer en équipe
- o Difficulté à intégrer les autres savoir-être / codes de l'entreprise

- Repérage sur le marché du travail :

- o Difficulté à choisir un projet professionnel
- o Difficulté à valoriser ses compétences
- o Manque d'autonomie dans les démarches
- o Découragement /démobilisation/ confiance en soi / refus des propositions - -----

- Mobilité :

- o Incapacité à obtenir le permis
- o Pas de véhicule personnel utilisable
- o Réseau de transport inadapté
- o Frein financier d'accès au réseau
- o Réticences sociales ou psychologiques

- Logement :

- o Pas de logement
- o Logement provisoire
- o Risque de perte de logement
- o Logement inadapté / insalubre

- Difficultés financières :

- o Aucun revenu
- o Revenu insuffisant
- o Surendettement

- Garde d'enfants :

- o Offre de services insuffisante
- o Frein financier
- o Difficulté d'organisation familiale

- Difficultés administratives :

- o Absence de couverture sociale
- o Absence d'autorisation de travail
- o Personne sous main de justice
- o Autre : précisez _____

- Santé :

- o Difficulté d'ordre physique
- o Difficulté d'ordre psychologique

Quels interlocuteurs avez-vous rencontré pour accélérer et finaliser votre projet :

- Le MOVE
- La mission Locale
- Pôle Emploi
- ACPM
- Le PLIE

- Ecole de la 2^{ème} chance
 - Conseiller en orientation
 - Régie service 13
 - ADDAP 13
 - Centre social de proximité
 - Autres (à préciser) :
-

Comment avez-vous rencontré ou été orienté vers de ces interlocuteurs :

L'une de ces rencontres vous a-t-elle permis d'avancer dans votre parcours ? Oui – Non

Si oui,
pourquoi ?

Si non, quels freins pensez-vous rencontrer durant vos démarches :

(En fonction de votre objectif de départ, expliquer pourquoi cela n'a pas abouti ?)

Quelle analyse retirez-vous de cet échec (sur quels points pensez-vous améliorer votre insertion ?

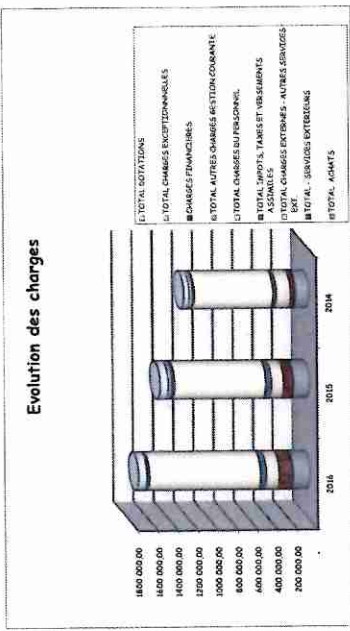
(Indiquez quelles sont les éventuelles améliorations à effectuer sur les dispositifs mise en place)

Merci d'avoir participé à cette enquête qui sera le fruit d'actions expérimentales dans l'objectif d'amélioration l'offre en matière d'insertion professionnelle. Nous restons à votre disposition dans l'accompagnement de votre projet.

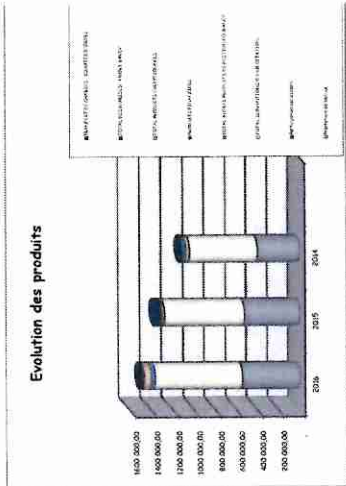
5.9) ELEMENTS D'ANALYSE FINANCIERE

EPBEC

N° Cpte	CHARGES	2016	2015	2014
60 610	Fournitures non stockables (eau, gaz, électricité, carburants)	27 135,00	26 362,00	19 334,00
60 630	Petit équipement - Fourniture d'ateliers et d'activités	40 261,00	47 748,00	27 057,00
60 640	Fournitures administratives - Fournitures de bureau	7 374,00	4 508,00	2 600,00
60 660	Linge et vêtements de travail			
60 680	Sécurité locaux	5 969,00	12 136,00	16 746,00
60 681	Autres matières et fournitures	85 629,00	70 433,00	68 508,00
60 682	Alimentation, boissons			
60 689	Autres achats			
60	TOTAL ACHATS	167 967,00	161 167,00	136 245,00
61 100	Sous-traitance générale	20 332,00	17 991,00	
61 200	Redevances crédit-bail	15 421,00	6 993,00	
61 320	Locations immobilières	37 085,00	9 175,00	6 095,00
61 350	Locations mobilières	6 404,00	10 113,00	9 838,00
61 350	Locations mobilières	2 750,00	4 932,00	2 484,00
61 400	Charges locales et de copropriété	13 006,00	14 940,00	4 470,00
61 500	Entretien et réparations	10 842,00	7 441,00	6 581,00
61 560	Maintenance	14 620,00	14 388,00	8 770,00
61 600	Primes d'assurance			
61 700	Etudes et recherches	882,00	753,00	181,00
61 810	Documentation			
61 850	Frais de séminaires, colloques, conférences	- 50,00	1 750,00	2 490,00
61 860	Formation des bénévoles	20 745,00	11 335,00	7 062,00
61 890	Autres services extérieurs			
61	TOTAL - SERVICES EXTERIEURS	142 037,00	99 783,00	47 971,00
62 110	Personnel intérimaire	1 095,00	1 117,00	1 083,00
62 140	Personnel mis à disposition	447,00	160,00	15 085,00
62 200	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	4 140,00	8 700,00	1 360,00
62 270	Frais d'actes et de contentieux	3 803,00	1 764,00	694,00
62 300	Publicité - Publications	100,00	126,00	200,00
62 400	Transports de biens et transports collectifs du personnel			
62 500	Déplacements, missions et réceptions	13 610,00	12 297,00	8 985,00
62 600	Frais postaux et télécommunications	11 757,00	10 096,00	7 380,00
62 700	Services bancaires et assimilés	9 722,00	14 060,00	8 327,00
62 810	Conisations	5 230,00	5 320,00	5 437,00
62 820	Travaux et travaux exécutés à l'extérieur	37 006,00	36 473,00	61 412,00
62 830	Transports d'activités et d'animations	32 128,00	27 182,00	28 543,00
62 850	Frais de conseil et d'assemblée	867,00	108,00	235,00
62 860	Formation			
62 870	Frais de siège	9 319,00	2 531,00	5 543,00
62 890	Autres charges externes - autres services extérieurs	160,00	41,00	1 197,00
62	TOTAL CHARGES EXTERNES - AUTRES SERVICES EXT.	129 383,00	119 975,00	145 481,00
63 100	Impôts, taxes, versements assimilés sur rémunérations -Adm des Impôts-	24 860,00	30 639,00	14 679,00
63 300	Autres impôts, taxes et versements -Autres organismes-	24 952,00	17 839,00	15 293,00
63 500	Autres impôts, taxes et versements -Adm des Impôts-	9 491,00	9 200,00	
63 700	Autres impôts taxes et versements -Autres organismes-			
63	TOTAL IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	59 303,00	57 678,00	29 972,00
64 110	Salaires et appointements bruts du personnel	870 697,00	718 340,00	602 879,00
64 111	Salaires et appointements Guiso	400,00	1 365,00	
64 112	Salaires et appointements bruts du personnel en contrats aidés			
64 120	Indemnités légales et licencements	- 3 743,00	611,00	7 245,00
64 500	Charges de S.S. et de prévoyance	236 769,00	188 177,00	175 787,00
64 700	Autres charges sociales	7 192,00	6 163,00	9 080,00
64	TOTAL CHARGES DU PERSONNEL	1 111 315,00	915 750,00	795 001,00
65 400	Pertes sur créances irrécouvrables			
65 890	Autres charges de gestion courante	340,00	10,00	2,00
65	TOTAL AUTRES CHARGES GESTION COURANTE	340,00	10,00	2,00
66	CHARGES FINANCIERES	23 516,00	28 690,00	14 851,00
67 120	Pénalités et amendes fiscales et pénales	155,00	17,00	1 626,00
67 130	Dons - Libéralités			
67 140	Créances devenues irrécouvrables dans l'exercice			
67 180	Autres charges exceptionnelles / opérations de gestion de l'exercice	30,00	22 179,00	27 272,00
67 200	Charges sur exercices antérieurs	780,00	12 361,00	3 035,00
67 500	Valeur Comptable d'Éléments d'Actif Cédés			
67	TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	965,00	34 557,00	31 533,00
68 110	Dotations aux amortissements des immobilisations	63 545,00	65 501,00	45 740,00
68 150	Dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation			
68 170	Dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circulants			
68 900	Engagements à réaliser sur ressources affectées		17 255,00	9 247,00
68	TOTAL DOTATIONS	63 545,00	82 756,00	54 987,00
69	IMPOT SUR LES BENEFICES			
69	CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES (Charges Supplémentaires)	1 717 770,00	1 500 384,00	1 256 243,00
66	TOTAL DES CHARGES	1 838 000,00	1 638 000,00	1 462 240,00
66	EXCEDENT	68 242,00	64,86%	66,96%
66	% Charges de personnel (62+63+64)	68,24%	64,86%	66,96%

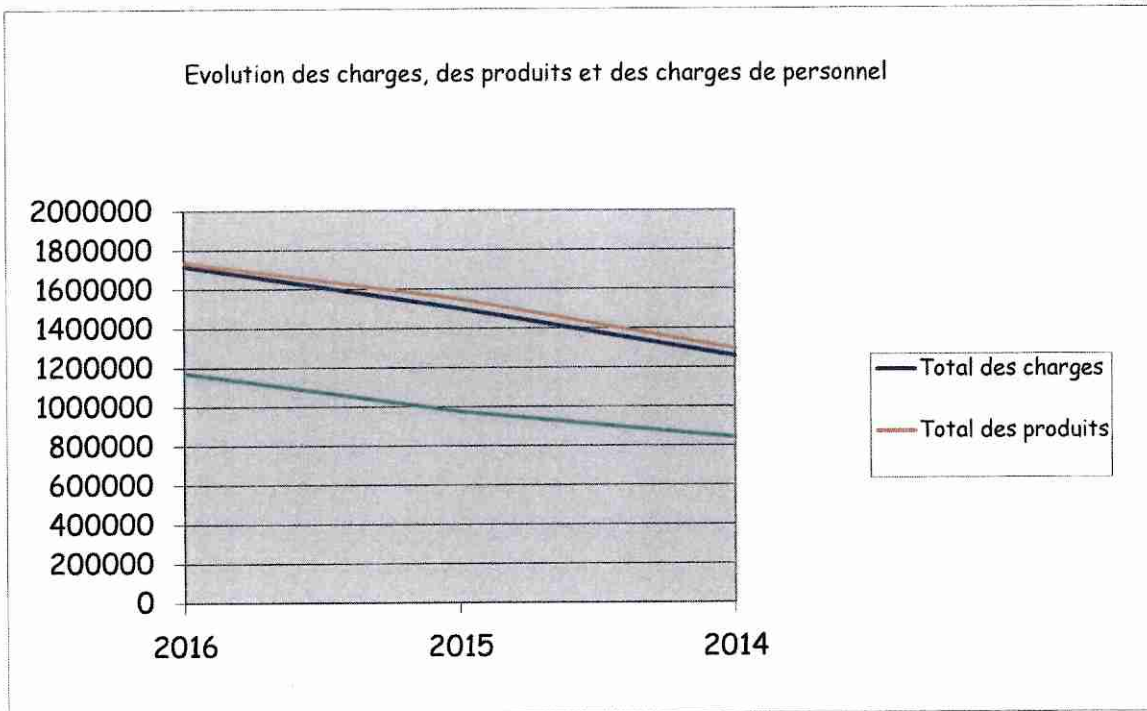


N° Cpte	PRODUITS	2016	2015	2014
705	Rémunérations des services			
70 623	Prestations de service	546 703,00	523 771,00	402 275,00
7 062 310	- PS CNAF - Animation Gabaite et Coordination	64 514,00	62 151,00	62 151,00
7 062 320	- PS CNAF - Animation Collective Familiales	19 787,00	15 854,00	13 871,00
7 062 330	- PS CNAF - PSU 0-4 ans			
7 062 331	- PS CNAF - PSO 4,5 ans accueil occasionnel		5 151,00	11 613,00
7 062 340	- PS CNAF - ALSH ADOS	44 276,00	51 039,00	75 306,00
7 062 340	- PS CNAF - ALSH ENFANCE	11 162,00	11 160,00	
7 062 350	- PS CNAF - ACCUEIL JEUNES	202 234,00	185 092,00	168 071,00
7 062 360	- PS CNAF - CRECHE			1 735,00
7 062 360	- PS CNAF - CAS	164 330,00	192 073,00	89 484,00
7 062 370	- PS CNAF - TAP	40 370,00		
7 062 391	- PS CNAF Mission Crèche	240 410,00	185 992,00	163 898,00
70 640	Participation des usagers			
706 401	- Activités	40 370,00		
706 402	- Aide VACAF	42 032,00	17 129,00	15 647,00
706 410	- PSU 0-4 ans	32 140,00	30 197,00	26 576,00
706 420	- PSO 4,5 ans CRECHE	8 142,00	12 593,00	13 355,00
706 421	- PSO 4,5 ans CRECHE	22 866,00	22 811,00	23 294,00
706 422	- PSO CLSH plus de 6 ans	30 340,00	32 780,00	34 743,00
70 810	Produits des prestations fournies au personnel			
70 830	Frais d'occupation des locaux	99 315,00	68 605,00	49 308,00
70 840	Mise à disposition d'activités au personnel			
70 880	Autres produits d'activités annexes	5 425,00	1 967,00	1 471,00
70	TOTAL COMMUNAUTAIRE DES SERVICES	787 113,00	709 763,00	566 173,00
71	TRAV. FAITS PAR L'ASS POUR ELLE-MEME			
71 100	ETAT	247 378,00	176 764,00	163 694,00
71 110	- ASP	213 717,00	143 725,00	104 555,00
71 130	- Feriep	10 661,00	10 739,00	10 739,00
71 140	- CUGS - Contrat de ville	19 500,00	17 500,00	34 500,00
71 150	- ACSE -	3 500,00	4 600,00	13 900,00
71 170	- Autres			
71 200	REGION	28 000,00	34 000,00	22 000,00
71 210	- Subvention de fonctionnement	9 000,00	9 000,00	6 500,00
71 230	- PROJETS	9 000,00	9 000,00	6 000,00
71 240	- CUGS - Contrat de ville	9 500,00	15 500,00	9 500,00
71 270	- Autres			
71 300	DEPARTEMENT	30 624,00	48 124,00	47 624,00
71 310	- Subvention de fonctionnement	27 854,00	29 724,00	29 724,00
71 311	- PDSL	2 500,00	4 000,00	4 500,00
71 320	- VVA à l'emploi			
71 330	- CUGS - Contrat de ville		3 900,00	2 400,00
71 370	- Autres			
71 400	COMMUNE	247 646,00	247 652,00	234 598,00
71 410	- Subv. de fonctionnement	59 978,00	51 478,00	51 478,00
71 440	- CUGS - Contrat de ville	16 500,00	17 000,00	28 500,00
71 450	- Fonctionnement - Vacances - Loisirs	94 600,00	94 600,00	84 600,00
71 460	- ATSP	14 976,00	17 332,00	10 354,00
71 460	- Crèche	61 598,00	62 142,00	54 287,00
71 470	- Autres			
71 500	CAPI3	233 375,00	224 592,00	151 062,00
71 510	- Subvention de fonctionnement	38 995,00	40 051,00	41 513,00
71 520	- Subvention de fonctionnement LEA	46 228,00	46 958,00	
71 530	- Projct vacances (PSL)	8 820,00	8 400,00	8 000,00
71 550	- Fonctionnement Acte enfance	40 000,00	40 000,00	21 700,00
71 570	- Fonctionnement Acte jeunesse	56 481,00	20 904,00	
71 590	- Autres subventions	43 956,00	69 289,00	81 839,00
71 600	Etablissements Publics Communaux et Intercommunaux			
71 600	FSE			
71 700	Subventions Entreprise			
71 700	Subventions Entreprise AVE-JCS			
71 800	Subventions autres entités publiques (FASILD...)			
71 810	- Fonctionnement			
71 870	- Autres			
71 900	Subvention de fonctionnement - Autres	35 667,00	22 669,00	20 667,00
71 910	- Offres P.M	27 241,00	22 669,00	5 320,00
71 970	- Offres-Fondations - ANCV	826 060,00	755 091,00	643 868,00
71 970	- Offres-Fondations - ANCV	3 472,00	3 257,00	3 210,00
71 980	Calculations			
71 990	Quote-part de l'éqtm du ds associatif versé au cpte de résultat	288,00	200,00	68,00
72	Autres produits divers de gestion courante	34 833,00		
72 830	Remboursement assurances			
75	TOTAL AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	38 599,00	3 457,00	3 276,00
76	PRODUITS FINANCIERS	109,00	2,00	
77 100	Produits exceptionnels sur opérations de gestion de l'exercice			
77 200	Produits sur exercices antérieurs	48 833,00	5 864,00	381,00
77 500	Produits de cession d'éléments d'actif			
77 700	Quote-part de subv. d'invest. affectées au compte de résultat	15 919,00	12 519,00	31 651,00
77	TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	64 752,00	18 383,00	32 314,00
78	Reprise sur amortissements			
78 100	Reprise sur prov. pour risques et charges d'exploitation		11 409,00	43 388,00
78 150	Reprise sur prov. pour appréciation des actifs circulant			
78 170	Reprise sur prov. pour appréciation des actifs immobilisés	17 255,00	1 567,00	
78 800	Reprise des ressources transférées	17 255,00	11 408,00	44 935,00
79	TRANSFERT DE CHARGES - COMPTES D'ORDRE	8 213,00	48 598,00	4 181,00
87	CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES (Charges Supplémentaires)	1 736 130,00	1 547 008,00	1 292 767,00
	TOTAL DES PRODUITS			
	DEFICIT			



	2016	2015	2014
Total des charges	1717770	1500384,00	1256243
Total des produits	1736130	1547008	1292767
Charges de personnel	1172160,00	974705	841141
Soit en % du budget total	68,24%	64,96%	66,96%

Evolution des charges, des produits et des charges de personnel



EPISEC	Année : 2016
--------	--------------

CALCUL DES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION

	2016	2015	2014
Rémunération des services (Cptes 70, 72)	787 113	709 763	566 173
- Consommations en provenance de tiers (Cptes 60, 61, 62 sf 621)	437 245	379 666	313 529
Résultat d'activité	349 868	330 097	252 644
Subvention d'exploitation (Cptes 74)	820 090	755 001	641 866
- Charges de personnel (Cptes 621, 64)	1 112 857	917 027	811 169
- Impôts, taxes & versements assimilés (Cptes 63)	59 303	57 678	29 972
<i>Sous total 1</i>	- 352 070	- 219 704	- 199 275
Excédent Brut d'Exploitation	- 2 202	110 393	53 369
Autres produits (Cptes 75)	38 598	3 457	3 276
Reprises & transfert de charges (Cptes 78, 79)	25 468	60 004	49 136
- Autres charges (Cptes 65)	340	10	2
- Dotations (Cptes 68,69)	83 545	82 756	54 987
<i>Sous total 2</i>	- 19 819	- 19 305	- 2 577
Résultat d'exploitation	- 22 021	91 088	50 792
Produits financiers (Cptes 76)	109	-	2
- Charges financières (Cptes 66)	23 515	28 690	14 651
<i>Résultat financier</i>	- 23 406	- 28 690	- 14 649
Résultat courant	- 45 427	62 398	36 143
Produits exceptionnels (Cptes 77)	64 752	18 783	32 314
- Charges exceptionnelles (Cptes 67)	965	34 557	31 933
<i>Résultat Exceptionnel</i>	63 787	- 15 774	381
- Impôt sur les bénéfices			
Résultat de l'exercice	18 360,00	46 624,00	36 524,00

ACTIF DU BILAN

	2016			2015	2014
	Valeur Brute	Amortiss. et Provis.	Valeur Nette	Valeur Nette	Valeur Nette
ACTIF IMMOBILISE					
Immobilisations incorporelles					
- Frais d'établissement			-	-	-
- Autres / logiciels	2 125	2 125	-	-	-
Immobilisations corporelles					
- Terrains		53 390	- 53 390	- 31 267	- 11 520
- Constructions	628 651	336	628 315	593 026	592 433
- Agencement / Aménagement			-	-	-
- Installations techniques, Matériel et c	129 108	91 942	37 166	39 064	31 262
- Matériel de transport			-	-	-
- Matériel de bureau & informatique			-	-	-
- Mobilier de bureau			-	-	-
- Immobilisations en cours			-	-	-
- Autres immob.corporelles	668 323	283 669	384 654	263 633	229 482
Immobilisations financières					
- Compte de liaisons			-	-	-
- Prêts au personnel			-	-	-
- Autres prêts			-	-	-
- Autres immobilisations financières	15 901		15 901	12 927	11 448
SOUS-TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ	1 444 108	431 462	1 012 646	877 383	853 105
ACTIF CIRCULANT					
Créances					
- Usagers-Autres créances	547 252		547 252	611 659	621 600
- Autres créances	68 783		68 783	34 713	34 507
- Etat et autres collectivités publiques			-	-	-
- Région			-	-	-
- Département			-	-	-
- Commune			-	-	-
- CAF 13			-	-	-
- FAS			-	-	-
- Office HLM			-	-	-
- Créances fournisseurs			-	-	-
- Produits divers à recevoir			-	-	-
Sous-total	616 035	-	616 035	646 372	656 107
Disponibilités					
- Banque	44 746		44 746	45 324	3 582
- Caisse			-	-	-
- VMP			-	-	-
Sous-total	44 746	-	44 746	45 324	3 582
SOUS-TOTAL ACTIF CIRCULANT	660 781	-	660 781	691 696	659 689
COMPTES DE REGULARISATION					
Charges constatées d'avance	6 504		6 504	2 497	3 623
Ecart entre les documents					
TOTAL	6 504	-	6 504	2 497	3 623
TOTAL ACTIF	2 111 393	431 462	1 679 931	1 571 576	1 516 417

CS : EPISEC

PASSIF DU BILAN

		2016	2015	2014
		Valeur Nette	Valeur Nette	Valeur Nette
FONDS PROPRES & ASSIMILES				
Fonds associatifs sans droit de reprise				
	- d'investissement : Propres	6 403	6 403	6 403
	- d'investissement : Subv. non renouvelable			
	- écart de réévaluation			
Fonds de réserve				
	- d'investissement			
	- de trésorerie	5 336	5 336	5 336
Fonds de provision règlementées de trésorerie				
Subventions d'investissement				
Résultat et report à nouveau				
	- résultat de l'exercice	18 360	46 624	36 524
	- report à nouveau	132 055	85 432	48 908
	- subvention d'investissement	142 076	147 996	155 915
	- projet associatif : fonds dédiés		17 255	
	TOTAL	304 230	309 046	253 086
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
	Provisions pour risques > 1 an			
	Provisions pour charges > 1 an			
	Provisions pour risques < 1 an			11 408
	Provisions pour charges < 1 an			
	TOTAL	-	-	11 408
DETTES				
	Emprunts et dettes assimilées	613 986	784 618	698 703
	Concours bancaires		957	957
	Avances reçues et usagers créditeurs			
	Dettes sociales et fiscales	193 801	237 054	154 780
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
	Dettes Fournisseurs	83 910	154 288	155 934
	Autres dettes	4 921	5 375	467
	TOTAL	896 618	1 182 292	1 010 841
COMPTES DE REGULARISATION				
	Produits constatés d'avance	479 083	80 238	241 082
	TOTAL	479 083	80 238	241 082
TOTAL PASSIF		1 679 931	1 571 576	1 516 417

EPISEC

ANALYSE BILAN

Emplois Stables			
	2016	2015	2014
Actif imob. net	1 012 646	877 383	853 105
Chges à répartir	-	-	-
TOTAL	1 012 646	877 383	853 105

Ressources Stables			
	2016	2015	2014
Fds pr. & assi.	304 230	309 046	253 086
Det.fin. > 1 an	613 986	784 618	698 703
Prov. R&C > 1 an	-	-	-
TOTAL	918 216	1 093 664	951 789

Actif circulant			
	2016	2015	2014
Actif circ. net	616 035	646 372	656 107
Ch. const. av.	6 504	2 497	3 623
TOTAL	622 539	648 869	659 730

Dettes			
	2016	2015	2014
Dettes	282 632	396 717	311 181
Prov. R&C < 1 an	-	-	11 408
Pt. const. av.	479 083	80 238	241 082
TOTAL	761 715	476 955	563 671

Actif de Trésorerie			
	2016	2015	2014
Trés. positive	44 746	45 324	3 582
TOTAL	44 746	45 324	3 582

Passif de Trésorerie			
	2016	2015	2014
Concours Bq.	-	957	957
TOTAL	-	957	957

Vérification par les Totaux

TOTAUX	1 679 931	1 571 576	1 516 417
---------------	------------------	------------------	------------------

TOTAUX	1 679 931	1 571 576	1 516 417
---------------	------------------	------------------	------------------

FRN			
	2016	2015	2014
	- 94 430	216 281	98 684

Trésorerie			
	2016	2015	2014
	44 746	44 367	2 625
FR-BFR	44 746	44 367	2 625

BFR+EFER-			
	2016	2015	2014
	- 139 176	171 914	96 059

EPISEC

Evolution de la masse salariale

	2017	Ecart 16/15	2016	Ecart 15/14	2015	Ecart 14/13	2014
Personnel mis à disposition	-	-1	1 542	20,75%	1 277	-92%	16 168
Impôts et taxes	-	-100%	59 303	3%	57 678	92%	29 972
Charges de personnel	-	-100%	1 111 315	21%	915 750	15%	795 001
Total	-	-100%	1 172 160	20%	974 705	16%	841 141

Total charges sans fonds dédiés	-		1 171 770		1 483 129		1 256 243
% frais de personnel / charges	#DIV/0!		68%		66%		67%

Total subventions exploitation	-		1 366 793		1 278 772		1 044 141
% frais de personnel / subvent.	#DIV/0!		86%		76%		81%

Evolution de la masse salariale restant à la charge du centre social

	2017	Ecart 09/08	2016	Ecart 08/07	2015	Ecart 07/06	2014
Total de la masse salariale	-	-100%	1 172 160	20%	974 705	16%	841 141
Aide de l'état	-	-100%	224 378	45%	154 464	34%	115 294
Total net de la masse salariale	-	-100%	947 782	16%	820 241	13%	725 847

% frais de personnel / charges	#DIV/0!		55%		55%		58%
--------------------------------	---------	--	-----	--	-----	--	-----

% frais de personnel / subvent.	#DIV/0!		69%		64%		70%
---------------------------------	---------	--	-----	--	-----	--	-----

NOM : SAHAL	Prénom : ABDEL	Session de soutenance : DEJEPS 9
FORMATION : Diplôme d'Etat Supérieur de la Jeunesse, de l'Education Populaire et du Sport		
TITRE : VERS LE DEVELOPPEMENT DU POLE INSERTION DU CENTRE SOCIAL		
RESUME : <p>Projet de développement sur la thématique de « l'Insertion Sociale et Professionnelle » dans une approche globale du public. Projet qui répond aux problématiques rencontrées sur le territoire d'intervention du Centre Social et Culturel Val Plan Bégudes. Démarche de diagnostic de la zone de vie sociale en prenant compte les caractéristiques économiques, sociales et culturelles. Présentation du centre social de proximité, ses acteurs locaux, l'offre de service, ses atouts et ses faiblesses.</p> <p>La synthèse de la MOFF démontre la pertinence de développer ce type de projet qui entre dans le cadre du projet politique de l'association gestionnaire. Un projet au profit des habitants de la zone de vie sociale et sa périphérie dans une démarche de coopération et concertation avec les partenaires.</p> <p>Enfin, une analyse financière de l'association, sa viabilité, présentation de la stratégie qui consiste à faire évoluer le modèle économique. Enfin, la place du projet de développement, sa faisabilité, son impact social.</p>		
MOTS CLES : INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE – PARTENARIAT – PROXIMITÉ - ACCOMPAGNEMENT – PROCESSUS – IMPACT – BUDGET – DEMARCHE – ZVS – VISION GLOBALE		
NOMBRE DE PAGES :	Volume (s) annexé (s) : 0 <input type="checkbox"/> 1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/>	
CENTRE DE FORMATION : <p style="text-align: center;">Collège Coopératif Provence Alpes Méditerranée Europôle Méditerranéen de l'Arbois, BP 50099 13793 AIX-EN-PROVENCE cedex 3</p>		